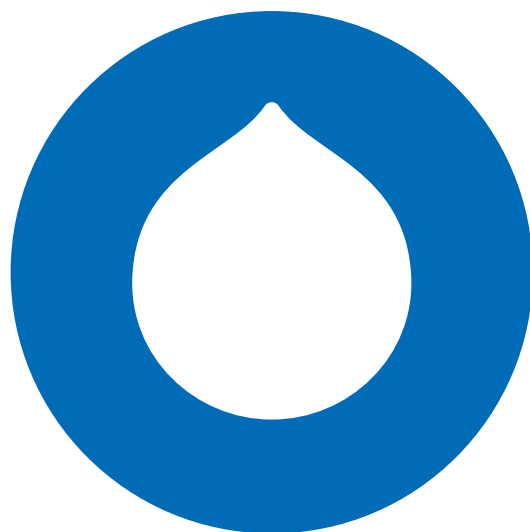




RAPPORT ANNUEL 2018



SOMMAIRE

8

NOTRE CARTE DES
MISSIONS EN 2018

10

NOS DOMAINES
D'EXPERTISE ET
TRANSVERSES

14

L'ACTUALITÉ DE NOS
MISSIONS EN 2018

16

AFRIQUE

34

MOYEN-ORIENT

40

ASIE

48

CARAÏBES ET
AMÉRIQUE LATINE

54

EUROPE

58

LOGISTIQUE
ET SYSTÈMES
D'INFORMATIONS

60

RECHERCHE,
INNOVATION ET
APPRENTISSAGE

64

FINANCES

67

PLAIDOYER

71

REMERCIEMENTS



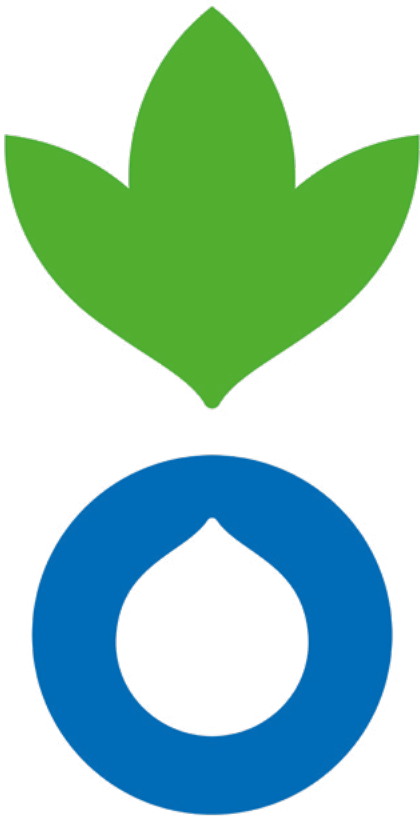
RAPPORT ANNUEL 2018

AVANT-PROPOS

NOS VALEURS

PARTOUT OÙ NOUS INTERVENONS,
NOUS RESPECTONS LES PRINCIPES SUIVANTS:

- INDÉPENDANCE
- NEUTRALITÉ
- NON-DISCRIMINATION
- ACCÈS LIBRE ET DIRECT AUX VICTIMES
- PROFESSIONNALISME
- TRANSPARENCE



NOS OBJECTIFS

Notre plan stratégique international 2016-2020 donne, jusqu'en 2020, un cadre aux opérations que nous effectuons. Il s'est fixé trois grands buts : atténuer les conséquences de la faim ; s'attaquer aux causes de la faim ; et modifier la façon dont la faim est perçue et traitée. Ces objectifs contribuent à la réalisation de l'Agenda 2030 pour

le développement durable, parmi lesquels on compte la lutte contre la faim, la santé et le bien-être, l'égalité entre les sexes, et l'accès à l'eau propre et à l'assainissement. Ces quatre Objectifs de développement durable s'insèrent dans le Plan stratégique 2016-2020 de notre organisation internationale.

• OBJECTIF MONDIAL 2 - FAIM « ZÉRO »

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

• OBJECTIF MONDIAL 3 - BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Donner les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges.

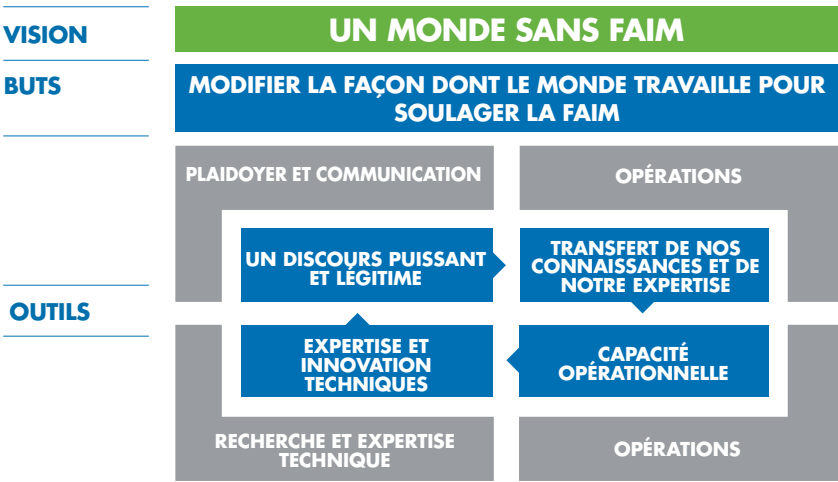
• OBJECTIF MONDIAL 5 - ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

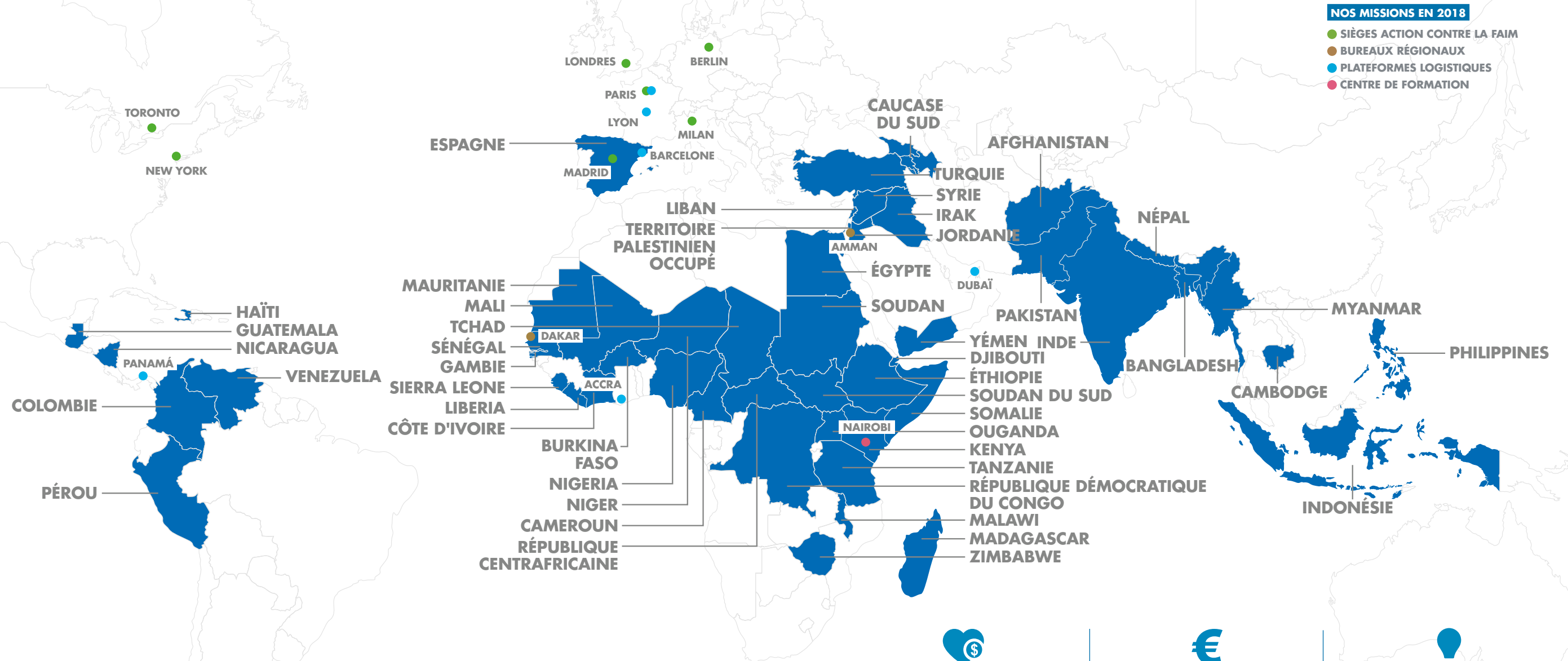
Assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles.

• OBJECTIF MONDIAL 6 - EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

Assurer la disponibilité et la pérennité de la gestion de l'eau et de l'assainissement pour tous.

Nos objectifs s'insèrent dans la théorie du changement prônée par notre réseau. Autrement dit, ils s'inscrivent dans le guide de base sur la façon dont nous pouvons contribuer à un monde sans faim. La théorie du changement souligne quatre approches interconnectées dont nous croyons fermement qu'elles sont à la base de tout changement dans la vie des personnes touchées par la faim.





**EN 2018,
NOUS ÉTIIONS PRÉSENTS DANS 50 PAYS
ET AVONS ACCOMPAGNÉ
PLUS DE 21 MILLIONS DE PERSONNES.**



A SOUTENU FINANCIÈREMENT
PLUS D'**1 MILLION**
DE PERSONNES



A EMPLOYÉ **7 646**
TRAVAILLEURS DANS LE MONDE



1 694 MEMBRES
DU PERSONNEL ONT REÇU
UNE FORMATION À LA SÉCURITÉ



A COLLECTÉ
424,5 M€ DE REVENUS



A DISTRIBUÉ **42,4 M€**
EN ARGENT LIQUIDE



A ADMINISTRÉ UN VOLUME
GLOBAL DE CHAÎNE
D'APPROVISIONNEMENT DE
151,1 M€



A MENÉ **25 PROJETS**
DE RECHERCHE

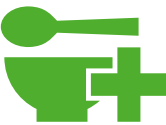


A RÉPONDU À **37**
SITUATIONS D'URGENCE



A FAIT ÉTAT DE **5**
TRÈS GRAVES INCIDENTS
DE SÉCURITÉ

NOS DOMAINES D'EXPERTISE



NUTRITION
ET SANTÉ

729 918

PERSONNES PRISES
EN CHARGE POUR TRAITER
LA SOUS-NUTRITION

84 %

DE PRISE EN CHARGE
COMMUNAUTAIRE DE LA
MALNUTRITION AIGUË

8,7

MILLIONS
DE PERSONNES AIDÉES

2 269

CENTRES DE SANTÉ



SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
ET DES
MOYENS
D'EXISTENCE

341 794

PERSONNES ONT REÇU
DE L'ARGENT

28 776

TONNES MÉTRIQUES
D'ASSISTANCE ALIMENTAIRE
DISTRIBUÉES

2,7

MILLIONS
DE PERSONNES AIDÉES

140

PROJETS ONT ÉTÉ MENÉS



SANTÉ
MENTALE,
PRATIQUES
DE SOIN,
GENRE ET
PROTECTION

45

PROJETS EN
SANTÉ MENTALE MENÉS

86,8 %

DES PERSONNES, QUI ONT BÉNÉFICIÉ
D'ACTIVITÉS CONCERNANT
L'ALIMENTATION DU NOURRISSON
ET DU JEUNE ENFANT, ONT PARTICIPÉ
À DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION

736 133

PERSONNES
AIDÉES

127

PROJETS D'AMÉLIORATION
DES PRATIQUES DE SOINS
MENÉS



EAU,
ASSAINISSEMENT
ET HYGIÈNE

2,6

MILLIONS

DE KITS D'HYGIÈNE DISTRIBUÉS

32 363

POINTS D'EAU AMÉLIORÉS

8,9

MILLIONS
DE PERSONNES AIDÉES

6,5 MILLIONS

DE MÈTRES CUBES D'EAU FOURNIS

Dépister et traiter la sous-nutrition chez les personnes les plus vulnérables — jeunes enfants, femmes enceintes ou allaitantes — est notre priorité. Nos programmes sont adaptés à la population ciblée ainsi qu'au contexte local. Ils comprennent également une évaluation des besoins sanitaires et nutritionnels des communautés. Les équipes proposent aussi un support aux services de santé pour la délivrance de soins de base, en portant une attention particulière à la formation des travailleurs locaux et au renforcement des systèmes de santé. Notre objectif étant à terme d'assurer l'autonomie des acteurs nationaux dans la prise en charge et la prévention de la sous-nutrition.

Lors d'urgences, notre priorité est de prévenir la sous-nutrition et les situations de famine via des distributions de vivres et des interventions monétaires, alors que le soutien aux moyens d'existence réduit le risque de dépendance à l'aide et amorce le retour vers l'autonomie. Les actions de soutien à l'agriculture et l'élevage, les activités génératrices de revenus, les appuis aux commerçants et marchés, etc., assurent la reprise durable des activités économiques et sociales et visent une alimentation nutritive et équilibrée des populations fragilisées. Nous travaillons également en coordination avec d'autres acteurs afin d'être plus efficaces.

En santé mentale et pratiques de soins infantiles, nous visons à mieux intégrer les dimensions humaine, psychologique et culturelle dans les causes de la sous-nutrition pour mieux la prévenir et l'endiguer. Nos interventions sont variées et s'adaptent au contexte, entre soutien à la parentalité et changements de comportement. Dans les situations d'urgence ou d'épidémie, la prise en charge psychosociale des personnes en détresse est indispensable: les équipes les accompagnent pour qu'elles retrouvent des ressources et soient mieux armées face aux situations d'adversité.

La sécurité nutritionnelle passe par un accès constant et suffisant à une eau potable, à des pratiques d'hygiène adéquates ainsi qu'à des infrastructures d'assainissement appropriées. Nos interventions en eau, assainissement et hygiène représentent alors une priorité absolue et immédiate en situation d'urgence humanitaire — conflit, déplacement de population, catastrophe naturelle —, soit dans 43,6% de nos projets, qui sont les suivants: eau potable délivrée par camions, latrines d'urgence et gestion des excréments, contrôle des épidémies. Autant d'interventions qui complètent les projets d'appui à la coordination sectorielle sur les besoins majeurs.



PLAIDOYER

DÉFENDRE LES PRINCIPES HUMANITAIRES
ET ÊTRE FORCE DE PROPOSITION SUR LES
ENJEUX INTERNATIONAUX HUMANITAIRES.

MILITER POUR ÉRADICUER LA FAIM DANS
LE MONDE EN OBTENANT LA RECONNAISSANCE
DE LA MALNUTRITION AIGUË COMME ENJEU
MAJEUR DE SANTÉ PUBLIQUE ET EN AGISSANT
SUR LES CAUSES PROFONDES DE LA FAIM.

Notre plaidoyer a pour vocation d’influencer les décideurs politiques et économiques en mobilisant l’opinion publique afin de provoquer des changements durables des politiques et des pratiques pour éradiquer la faim dans le monde. Nous ciblons particulièrement la malnutrition aiguë sévère, et améliorer la réponse humanitaire aux crises. Nous utilisons notre expérience terrain et notre expertise technique pour influencer sur les grandes organisations internationales et les gouvernements du Nord et du Sud. Le but ? Les faire s’engager plus fortement dans la lutte contre la faim et permettre la mise en œuvre d’une aide humanitaire efficace et respectant les principes d’action que nous défendons.

NOS DOMAINES D’EXPERTISE TRANSVERSES



RECHERCHE

La recherche vise à améliorer la qualité de nos interventions par des études quantitatives et qualitatives afin de mieux saisir les causes de la sous-nutrition dans une région donnée, optimiser le diagnostic de la malnutrition aiguë sévère et définir de nouvelles modalités de traitement/prévention de la sous-nutrition.



**GESTION DES RISQUES
ET DES DÉSASTRES**

193 841
PERSONNES AIDÉES

La gestion des risques et des désastres et l’adaptation au changement climatique permettent de préparer, atténuer et adapter les populations aux chocs inévitables.



L'ACTUALITÉ DE NOS MISSIONS EN 2018

AFRIQUE

.18

Burkina Faso
Cameroun
Côte d'Ivoire
Djibouti

.20

Égypte
Éthiopie
Gambie
Kenya

.22

Liberia
Madagascar
Malawi
Mali

.24

Mauritanie
Niger
Nigeria
Ouganda

.28

République
centrafricaine
République
démocratique
du Congo
Sénégal
Sierra Leone

MOYEN-ORIENT

.30

Somalie
Soudan
Soudan du Sud
Tanzanie

.32

Tchad
Zimbabwe

.36

Irak
Jordanie
Liban
Syrie

.38

Territoire
palestinien
occupé
Turquie
Yémen

ASIE

.42

Afghanistan
Bangladesh
Cambodge
Inde

.44

Indonésie
Myanmar
Népal
Pakistan

.46

Philippines

CARAÏBES & AMÉRIQUE LATINE

.50

Colombie
Guatemala
Haïti
Nicaragua

.52

Pérou
Venezuela

EUROPE

.56

Espagne
Géorgie



18

BURKINA FASO
CAMEROUN
CÔTE D'IVOIRE
DJIBOUTI

20

ÉGYPTE
ÉTHIOPIE
GAMBIE
KENYA

22

LIBERIA
MADAGASCAR
MALAWI
MALI

24

MAURITANIE
NIGER
NIGERIA
OUGANDA

28

RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE
RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO
SÉNÉGAL
SIERRA LEONE

30

SOMALIE
SOUDAN
SOUDAN DU SUD
TANZANIE

32

TCHAD
ZIMBABWE



BURKINA FASO

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Orodara, Bogandé, Pama, Diapaga, Fada	2008	175	476 360

L'année 2018 a été marquée par l'ouverture de nouveaux fronts de violences. Plus de 620 000 personnes ont été affectées directement par l'insécurité dont 490 000 en besoin immédiat d'assistance nutritionnelle, sanitaire et en éducation. De plus, la situation nutritionnelle est préoccupante avec des taux de malnutrition aiguë globale de 8,4% et des taux de malnutrition aiguë sévère de 1,6% chez les enfants de 6-59 mois*. Ce pays sahélien est régulièrement frappé par des désastres naturels aux conséquences dramatiques pour les communautés de plus en plus vulnérables aux chocs saisonniers.

En 2018, nos équipes ont poursuivi leurs interventions répondant à la fois aux défis structurels des zones ciblées et à l'insécurité nutritionnelle consécutive à une mauvaise saison agricole. Ainsi elles ont renforcé les systèmes de santé et ont mené un plaidoyer en faveur de

l'intégration de la nutrition dans les politiques de développement et budgets nationaux. Pour endiguer l'affaiblissement des populations suite à une période de soudure prolongée, nos équipes ont dynamisé les activités génératrices de revenus, encouragé les populations à diversifier leurs moyens d'existence, sensibilisé aux bonnes pratiques de soins, et mis en place des programmes d'accès à l'eau potable et à la nourriture. Dans l'est du pays, un projet de préparation et de réponse aux catastrophes a été lancé. Enfin, les activités de préparation aux catastrophes et d'adaptation au changement climatique proposées dans les provinces du Soum et de la Tapoa se sont achevées fin 2018.

* Selon les résultats préliminaires de l'enquête nutritionnelle nationale de 2018.



CÔTE D'IVOIRE

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
District d'Abidjan, District des Montagnes	2002	25	1 007 135

Malgré les bonnes performances économiques réalisées par le pays, le taux de pauvreté s'élève à 46,3%* et environ un quart de la population active est au chômage. Au niveau politique, on observe une montée des tensions à l'approche de l'élection présidentielle de 2020 alors que les élections locales d'octobre 2018 se sont déroulées dans un climat de violences et de tensions faisant 10 morts sur l'ensemble du pays. Cette élection pourrait remettre en cause les bonnes performances du pays, qui doit également faire face à la menace terroriste et s'atteler à redistribuer davantage les fruits de sa croissance économique aux populations les plus vulnérables.

L'année 2018 a vu la poursuite du projet « Renforcement de l'organisation et du fonctionnement de douze établissements sanitaires urbains de premier niveau à base communautaire conformément à leurs missions dévolues

par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) ». L'objectif global de ce projet est de contribuer à améliorer la santé des populations urbaines vulnérables d'Abidjan et particulièrement des femmes, des jeunes et des enfants de moins de cinq ans à travers l'appui offert à 12 centres de santé dits de 1^{er} contact. En eau, assainissement et hygiène, plus de 29 900 familles ont pu bénéficier d'un raccordement au réseau d'adduction d'eau potable via l'installation de compteurs d'eau. Par ailleurs, après les inondations de juin, à Abidjan et dans les villes environnantes, une réponse d'urgence a été mise en œuvre pour réduire les risques sanitaires liés aux inondations dans les quartiers précaires de ces villes.

* Banque mondiale, 2015



LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Yaoundé, Batouri, Kousséri, Maroua	2014	133	294 687

Le Cameroun est régulièrement affecté par les troubles et fragilités socio-politiques qui touchent les États voisins (RCA, Tchad, Nigeria). Le pays accueille environ 275 000 réfugiés centrafricains, et environ 102 000 réfugiés nigériens dont 44 830 réfugiés hors camp. Plus de 240 000 personnes sont déplacées internes dans la région d'Extrême Nord*. Au Cameroun, plus de 220 000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire, notamment dans les régions de l'Extrême Nord. La situation sanitaire et nutritionnelle est aussi critique. Les déplacés et les plus vulnérables parmi les populations hôtes sont ainsi dépendants de l'aide humanitaire.

Dans l'est du pays, nous avons continué auprès des réfugiés centrafricains et des communautés hôtes à mettre en place des projets d'auto-nomisation et à renforcer leurs moyens d'existence. La base de Maroua dans la région de

l'Extrême Nord appuie toujours l'ensemble des centres de santé des districts de Tokombere et Goulfey afin de renforcer le système de santé et les soins de santé primaire. Des activités de support en eau, assainissement et hygiène permettent, en outre, d'améliorer l'accès à une eau saine et de réduire les maladies hydriques. Depuis juillet 2017, nous renforçons notre réponse dans la région au travers du projet RESILIENT. Mis en œuvre en consortium avec quatre autres organisations, ce programme de quatre années vise à renforcer la résilience et la sécurité nutritionnelle des communautés au travers d'actions en nutrition et santé, en eau, assainissement et hygiène, en sécurité alimentaire, en plaidoyer et en soutien à la gouvernance locale.

* DTM-Displaced Tracking Matrix- de septembre 2018, OIM



LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNEL
Djibouti ville	2011	1

Djibouti poursuit, depuis une dizaine d'années, une « politique de croissance économique accélérée » (5% entre 2007 et 2010, 6,5% en 2015, 6,3% en 2016, 7% en 2017 et des projections de plus de 7% en 2018). Cette politique est impulsée par des grands travaux visant à doter le pays d'infrastructures de base (ports, chemins de fer, oléoducs, gazoducs, réseaux primaires d'électricité, d'eau et d'assainissement, etc.) qui devraient favoriser l'émergence d'un secteur privé marchand.

Les résultats de l'expansion économique ne se sont pas encore pleinement traduits par une amélioration des principaux indicateurs humains dans le pays; mais des progrès ont été accomplis - l'espérance de vie est passée à 63,6 ans en 2016, soit une augmentation de plus de deux ans depuis 2011.

Après une période de réflexion en 2017 sur l'avenir du bureau de Djibouti, la décision a été prise de fermer le bureau en 2018. Le manque de financements des bailleurs institutionnels, la réduction des besoins et un environnement de travail de plus en plus complexe furent, entre autres, les points de discussions qui ont conduit à la décision de fermer le bureau en 2018. Ainsi, la seule activité programmatique achevée en 2018 a été la construction de trois latrines « de démonstration ». Le bureau a fermé en juin 2018; bien qu'un membre du personnel occupe un poste de liaison pour soutenir la mission au Yémen.



CAMEROUN

DJIBOUTI

ÉGYPTE

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Le Grand Caire, Louxor	2015	10	24 668

L'Égypte souffre des effets négatifs de l'inflation, du chômage ainsi que des prix élevés des denrées alimentaires et des carburants qui touchent les plus vulnérables. Afin d'atténuer ces problèmes, les acteurs gouvernementaux et les agences de développement restent engagés en faveur d'une croissance durable du pays et de la réalisation des Objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations unies (ONU) d'ici 2030.

Malgré les difficultés rencontrées par nos équipes, les projets en cours ont eu un impact très positif grâce à une mise en œuvre réalisée par des acteurs locaux sous notre supervision. Nos projets engagés autour des moyens de subsistance, de la santé et de l'eau se sont concentrés sur l'amélioration de la situation socio-économique des communautés les plus vulnérables dans les zones rurales et urbaines, telles qu'elles ont été mises en œuvre à Louxor et dans les régions du Grand Caire.



GAMBIE

OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS
2018	9

La Gambie, pays anglophone entouré par le Sénégal, est confrontée aux effets du changement climatique : les inondations, la sécheresse et les tempêtes de vent pèsent lourdement sur l'agriculture du pays. Par conséquent, la Gambie est largement tributaire de l'importation de denrées alimentaires. En 2017, le pays a produit environ 126 000 tonnes de céréales, environ 35 % de moins par rapport à la moyenne des cinq années précédentes. Ce déficit a provoqué une hausse du prix des denrées alimentaires. Pour la population jeune éduquée, la migration vers d'autres pays semble être la seule option. La situation nutritionnelle est également très préoccupante, en particulier pour les femmes enceintes et allaitantes ainsi que pour les enfants de moins de cinq ans. Selon les dernières évaluations, 73 % de ces enfants présentaient une anémie due à une carence en fer.

Afin de lutter contre ces problèmes, nous avons lancé le projet Konkobayo (« Laisser la faim derrière » en langue locale), qui vise à soutenir les efforts nationaux déployés pour lutter contre la faim. Nous avons également lancé d'autres projets qui se concentrent sur la protection sociale, l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, la réduction des risques de catastrophe, l'amélioration de l'accès aux moyens de subsistance et à l'emploi, et le renforcement du système de santé.



ÉTHIOPIE

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Amhara, Benishangul-Gumuz, Gambela, Somali, Oromia, Dire Dawa	1985	618	832 829

Les violences intercommunautaires qui avaient éclaté en 2017 à la frontière entre les régions d'Oromia et de Somali ont continué en 2018 : le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a atteint 1,8 million. En outre, le pays accueille près de 900 000 réfugiés venant des pays voisins (Soudan du Sud, Somalie, Érythrée). L'insécurité alimentaire et les déplacements provoqués par les chocs climatiques récurrents entraînent de forts besoins humanitaires pour les populations les plus vulnérables. En 2018, environ 7,8 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire d'urgence de la part du gouvernement et des organisations de solidarité internationale.

En 2018, les activités se sont concentrées sur 3 axes principaux. Tout d'abord, le renforcement de l'assistance aux réfugiés soudanais dans les régions de Gambela et de Benishangul-Gumuz à travers des activités

de prévention, de détection et de traitement de la sous-nutrition des enfants et des mères. Ensuite, nous avons apporté une réponse immédiate aux besoins essentiels des populations vulnérables, affectées par la crise alimentaire prolongée. Cette réponse multisectorielle a intégré des activités de nutrition et santé, d'aide alimentaire et de réduction des maladies diarrhéiques. Enfin, nous travaillons à la restauration des moyens d'existence des populations vulnérables et au renforcement de la résilience des communautés pastorales et agro-pastorales face aux chocs climatiques à travers l'identification d'activités de mitigation des risques, le renforcement des services de base et l'autonomisation des communautés ciblées dans les régions Amhara, Oromia et Somali.



KENYA

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
West Pokot, Isiolo, Samburu, Busia, Kakamega, Trans Nzoia, Bungoma, Tana River	2006	43	410 885

Le Kenya fait désormais partie des pays à revenu intermédiaire. En 2018, la malnutrition aiguë a atteint des niveaux critiques à Samburu et des niveaux graves dans les régions de West Pokot, Tana River et Isiolo. Moins de la moitié des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et modérée sont admis pour un traitement au Kenya, avec de vastes disparités entre les régions.

En 2018, nos équipes en nutrition et en santé ont permis d'aider 72 533 enfants grâce à des traitements contre la malnutrition aiguë, des suppléments de micronutriments et une formation aux bonnes pratiques de soins et d'alimentation pour les nourrissons et les enfants. Parmi les partenaires, nous avons travaillé avec le ministère de la Santé afin d'intégrer le traitement nutritionnel dans la formation et les protocoles destinés aux bénévoles de santé communautaire, contribuant

ainsi à améliorer la santé et la nutrition par une approche locale. Nos actions d'approvisionnement en eau, assainissement et hygiène ont bénéficié à 119 239 personnes. Nos programmes de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance, comprenant des transferts monétaires et une aide à la réduction des risques de catastrophe pour les communautés touchées par la sécheresse, ont bénéficié à 189 186 personnes. Afin de soutenir les communautés touchées par les inondations meurtrières dans la région de Tana River, nous avons lancé une intervention d'urgence qui comprenait la distribution de kits d'urgence et de produits de première nécessité, le contrôle et le traitement de la nutrition, la construction de latrines et la promotion de l'hygiène pour prévenir les épidémies.



LIBERIA

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Monrovia	1990	5	58 601

Avec 4,61 millions d’habitants dont un quart à Monrovia la capitale, le Liberia, pays côtier d’Afrique de l’Ouest, est l’un des pays les moins développés du monde, classé au rang 181/189 pour l’indice de développement humain 2018. C’est également l’un des pays les plus pauvres du monde, avec environ 64 % de la population vivant avec moins d’un dollar par jour. En 2018, la fin de l’épidémie d’Ebola ayant officiellement été annoncée par l’Organisation mondiale de la santé, l’activité économique, fortement impactée durant l’épidémie, peine encore à repartir et le pays est entré en récession, avec un taux d’inflation atteignant 28 % en fin d’année. La malnutrition chronique reste un problème de santé publique persistant au Liberia.

Nous avons poursuivi le travail mené pour améliorer la sécurité nutritionnelle des populations en soutien à la division nationale de

la nutrition. Des formations en Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) et prise en charge de la sous-nutrition à destination des professionnels de la santé ont été mises en place. Nous avons soutenu la création et la formation de 35 groupes de soutien aux mères pour la promotion d’une amélioration de l’ANJE et des pratiques de soins dans les communautés. Des interventions en eau, hygiène et assainissement ont été mises en œuvre dans divers districts du pays. Après les inondations qui ont affecté sept communautés péri-urbaines du Comté de Montserrado, nous avons réhabilité et désinfecté des points d’eau, distribué des kits d’hygiène, surélevé les latrines, assaini les fosses septiques et nettoyé les canaux d’évacuation des eaux usées des sept communautés.



MADAGASCAR

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Antananarivo, Bongolava, Itasy, Betioky, Tuléar	2011	126	78 661

Madagascar compte parmi les pays plus pauvres du monde : près de 80 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour. Le pays est exposé aux risques climatiques. En début d’année, les cyclones Ava et Dumazile ont atteint la côte est de l’île et provoqué des inondations. Dans le Grand Sud, le déficit pluviométrique en 2018 a pénalisé la production : au moins 80 % de la population a déclaré une baisse de la production en 2017-2018. En outre, la population a fait face à de nouveaux cas de peste et à une épidémie de rougeole (toujours en cours).

En 2018, nous avons continué nos actions de prévention et de prise en charge globale de la sous-nutrition des enfants dans un centre situé dans un quartier défavorisé d’Antananarivo, complétées par un suivi psychosocial. Suite à la sécheresse prolongée qui touche le Grand Sud, une réponse multisectorielle permet la prise en

charge de la sous-nutrition, l’amélioration de l’accès à l’eau, à l’assainissement et à l’hygiène et le renforcement de la sécurité alimentaire (appui aux activités maraîchères de groupes de femmes). Des équipes mobiles additionnelles ont été déployées en renfort pour atteindre les zones les plus inaccessibles. Dans la région Atsimmo-Andrefana, le projet NUTRIS a été clôturé (renforcement du système de santé, promotion de l’hygiène et plaidoyer lié à la santé). Sur la base des leçons apprises, un nouveau programme pluriannuel a été lancé visant l’amélioration de la sécurité nutritionnelle des populations via des approches multisectorielles durables, incluant notamment des analyses des déterminants de la sous-nutrition et du renforcement du système de santé.



MALI

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Abiyan	2016		140 074

Le Malawi est constamment exposé à divers chocs naturels et économiques, tels que des périodes prolongées de sécheresse, des inondations, des maladies ainsi qu’à de fortes fluctuations des prix des denrées alimentaires. Ces menaces érodent la résilience des communautés et des familles qui disposent de moins de ressources, compromettant ainsi leur capacité à assurer leurs moyens de subsistance. En 2018, malgré des récoltes relativement bonnes, le pays a été confronté à de multiples défis, tels que la croissance démographique rapide de la population et la dégradation de l’environnement. Des vulnérabilités structurelles importantes persistent. La pauvreté et les inégalités sont encore très élevées : la moitié des habitants des zones rurales sont pauvres. Les principales causes de la pau-

vreté au Malawi sont les faibles résultats du secteur agricole, une croissance économique instable, la croissance rapide de la population et le manque de perspectives concernant les activités non agricoles.

2018 marque la fin de nos opérations dans le pays.



En 2018, la situation au Mali a été dominée par les élections présidentielles qui se sont tenues entre juillet et août. Comme dans la plupart des pays du Sahel, 2018 a été une année de crise due à la pénurie de pâturages, pourtant fondamentaux pour les moyens de subsistance de la majorité de la population, notamment au centre et au nord du pays. De même, le conflit dans le nord dépasse déjà les frontières du Niger et du Burkina Faso. Il est peu probable que la situation se résolve ou s’améliore dans un avenir proche.

Malgré les difficultés imposées à nos opérations par le contexte sécuritaire, nous avons réussi cette année à maintenir un bon niveau d’accès dans nos domaines d’intervention.



MAURITANIE

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Sélibabi, Bassikounou, Nouakchott, Gorgol	2007	195	354 179

Une nouvelle sécheresse, la pire au cours de ces dernières années, a mis à mal la Mauritanie : la faim a touché 600 000 personnes, soit 48 % de plus qu'en 2017. La sécheresse a épuisé les pâturages bien plus tôt que d'habitude et a fait chuter les prix des produits laitiers et du bétail, et ce, dans un pays où le pâturage représente le principal moyen de subsistance. Malgré l'augmentation des besoins qui en a résulté, le financement a chuté de 19 % par rapport à l'année précédente.

En 2018, nous avons concentré une grande partie de nos efforts dans la réponse à la crise nutritionnelle qui a touché une grande partie du pays. Cela nous a permis d'intervenir à nouveau dans la région du Gorgol, au sud du pays. Nous avons également élargi la portée de l'aide au camp de réfugiés de Mbera, à la frontière avec le Mali. À partir de 2019, nous y traiterons la sous-nutrition, en plus de la gestion de l'eau et de l'assainissement.



NIGERIA

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Abuja, Duste, Maiduguri, Monguno, Damasak, Damaturu, Potiskum, Fune	2010	668	3 488 001

La crise humanitaire marquée par le conflit dans la zone nord-est du Nigeria est l'une des dix crises les plus graves au monde. 7,1 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire*, tandis que 1,8 million de personnes sont déplacées à l'intérieur des États touchés par le conflit**. On estime que 823 000 personnes vivent dans des zones inaccessibles aux organisations humanitaires internationales. Plus d'un million d'enfants âgés de 6 mois à 5 ans souffrent de malnutrition aiguë dans les régions touchées. 1 enfant sur 5 souffrant de malnutrition aiguë sévère et 1 enfant sur 15 souffrant de malnutrition aiguë modérée risque de mourir s'il n'est pas traité.

En 2018, nos programmes de sécurité alimentaire ont bénéficié à environ un million de personnes, augmentant leur protection sociale, fournissant une aide alimentaire sous forme d'argent et de coupons, promouvant des acti-

vités génératrices de revenus et exerçant une culture maraîchère. Dans les États de Yobe, Borno et Jigawa, nos services de nutrition-santé ont aidé environ 2,7 millions personnes. Nous avons traité des enfants souffrant de sous-nutrition, et nos groupes de soins de « mère à mère » et de « père à père » ont dispensé des formations et apporté leur soutien aux parents déplacés. Nous nous sommes efforcés de garantir l'accès à une eau potable, à un assainissement sûr et à des services d'hygiène pour environ 650 000 personnes. Nous y parvenons en encourageant la construction de latrines, le forage et leur réhabilitation, et en fournissant des services d'urgence en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, y compris la prévention du choléra.

*BCAH, Nigeria : Stratégie de réponse humanitaire 2019-2021.
**OIM, Matrice de suivi des déplacements (octobre 2018).



LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Niamey, Tahoua, Maradi, Diffa	1997	284	429 301

Cette année, les effets du conflit dans le nord du Mali se sont fait particulièrement sentir à la frontière avec le Niger, pays le plus pauvre du monde selon l'indice de développement humain des Nations unies de cette année. Cela s'est traduit par une situation d'instabilité qui s'ajoute à l'insécurité dans la région de Diffa provoquée par la présence de Boko Haram.

maintenu une présence importante dans la région de Diffa, avec des activités autour de la reprise économique et sociale de la population du lac Tchad et à N'Guigmi. Dans ce contexte d'intervention complexe où le conflit avec Boko Haram est ressenti de manière plus aiguë, nous avons veillé à ce que les besoins en matière de santé et de nutrition de la population résidente et déplacée soient satisfaits.



Nous sommes devenus un acteur de premier plan dans la zone septentrionale de la région de Tahoua, à la frontière avec le Mali, à travers un certain nombre d'interventions d'urgence en cours en faveur des réfugiés et des populations déplacées. Plusieurs interventions de relèvement accéléré, qui soutiennent le processus de la phase d'urgence jusqu'à la phase de développement, ont également contribué à cette position. Nous avons aussi

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Kampala, Adjumani, Kyangwai, Kiryandongo, Yumbe	1995	181	474 505

L'Ouganda accueille plus de 1,2 million de réfugiés, provenant principalement du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo. Grâce à une politique d'accueil unique, les réfugiés sont libres de se déplacer et de travailler et reçoivent également une parcelle de terre. En raison d'un manque de diversité alimentaire, de mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement ainsi que d'une méconnaissance des soins infantiles appropriés et des pratiques d'alimentation, l'Ouganda souffre de taux élevés de sous-nutrition. En moyenne, l'anémie touche la moitié de la population et, dans certaines régions, les taux de retard de croissance avoisinent les 30 %*.

ans ainsi que des femmes enceintes et allaitantes. Dans certaines régions où nous travaillons, la taille de la population a doublé en raison de l'afflux de réfugiés, mettant à rude épreuve les infrastructures. Pour soutenir les écoles et les centres de santé débordés, nous construisons des latrines et des installations de lavage des mains supplémentaires et promouvons des pratiques d'hygiène saines. Selon des données quantitatives et qualitatives, dans les régions où nous travaillons, la production alimentaire des ménages a augmenté, les régimes alimentaires sont plus diversifiés et les gens consomment plus de fruits et de légumes que les communautés de réfugiés et d'accueil présentes dans d'autres districts.

* Ouganda – Évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition (décembre 2017).



NIGER

UGANDA



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Alindao, Bangui, Bossangoa, Bouar	2006	306	199 642

Depuis début 2017, la République centrafricaine connaît un nouveau cycle de violence qui s'est poursuivi en 2018. Les groupes armés contrôlent 80% du territoire. L'insécurité restreint l'accès humanitaire et entraîne des déplacements massifs. Un Centrafricain sur cinq est déplacé. Le nombre de personnes dans le besoin est passé de 2,5 millions à 2,9 millions, dont 1,6 million en besoin d'assistance aiguë et immédiate. La sous-nutrition est un problème majeur avec 39 sous-préfectures sanitaires sur 71 qui affichent des taux de malnutrition aiguë sévère supérieurs au seuil d'urgence (2%) et des poches de sous-nutrition ne cessent de se développer.

En 2018, notre stratégie s'articulait toujours d'un volet urgence et d'un volet relèvement. Le volet urgence comprend un projet de réponse rapide dans tout le pays : nous menons des évaluations multisectorielles en cas d'alerte humanitaire (distribution de kits d'abris ménagers

essentiels), répondons aux besoins en eau, hygiène et assainissement, et fournissons un appui psychologique. Ce volet est complété par une équipe de réponse aux urgences nutritionnelles et deux équipes de forage mobiles. Le volet relèvement comprend des projets de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère et de renforcement des compétences des personnels de santé. Des activités en eau, assainissement et hygiène sont réalisées. Dans le cadre des activités en santé mentale et pratiques de soins, nous proposons un support psychologique. En sécurité alimentaire, nous améliorons la sécurité alimentaire des ménages vulnérables grâce à diverses activités : agroécologie, système de semences, gestion des ressources naturelles, etc. Enfin, nous sommes reconnus comme étant un des acteurs majeurs de la coordination humanitaire.



SÉNÉGAL

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Matam, Podor, Louga, Dakar	2012	97	62 296

Le Sénégal et la région transfrontalière avec la Mauritanie ont connu le troisième épisode de sécheresse en 6 ans, après 2011 et 2014. En conséquence, l'insécurité alimentaire a touché 245 000 personnes dans quatre départements. Les départements de Podor et Matam ont connu les taux les plus élevés de malnutrition aiguë dans le pays : 18% et 16,5% respectivement, selon nos dernières enquêtes sur la nutrition.

En 2018, nous avons apporté une vaste réponse d'urgence à la crise nutritionnelle qui a touché les zones frontalières du nord du Sénégal et du sud de la Mauritanie, notamment les populations pastorales. Depuis le

début de l'année, nous avons coordonné la préparation de la réponse en coopération avec les principaux acteurs humanitaires du pays. Nos efforts sont soutenus par les informations provenant de nos systèmes de surveillance pastorale appelés SIG Sahel, et nous mettons en œuvre plusieurs projets d'urgence dans les provinces du nord de Matam, Podor et Louga.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Kinshasa, Kasai, Kasai-Central, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tshopo, Kwango, Kwilu, Haut-Lomami	1997	214	619 447

Depuis plus de 20 ans, la RDC subit une multitude de crises : conflits armés et violences intercommunautaires, tensions politiques, déplacements de population, épidémies (Ebola et choléra), sous-nutrition et insécurité alimentaire. En 2018, la sécurité alimentaire du pays s'est fortement dégradée avec environ 12,8 millions de personnes en situation de crise alimentaire aiguë. En outre, 9,8 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement ; 3 millions requièrent des articles ménagers essentiels et 2,8 millions ont besoin d'abris. La situation nutritionnelle est critique : 4,3 millions d'enfants sont malnutris, dont 1,9 million atteints de malnutrition aiguë sévère.

En 2018, nous avons adapté notre réponse au contexte dégradé du pays. Nous avons développé une double approche. D'une part,

être en capacité de répondre en urgence aux crises nutritionnelles et humanitaires liées aux déplacements de populations et aux épidémies : conduite de 10 études nutritionnelles, de 7 interventions d'urgence dans des zones délaissées, et de programmes réguliers de réponse aux crises dans les provinces du Kasai, Kasai-Central, Nord-Kivu et Ituri. D'autre part, renforcer les capacités de résilience des personnes les plus vulnérables à l'insécurité nutritionnelle : développement d'une approche multisectorielle et intégrée, et de partenariats avec d'autres acteurs humanitaires. Nous avons également pérennisé notre implantation dans la province de l'Ituri. Enfin, nous sommes très investis dans les plateformes de coordination nationales.



SIERRA LEONE

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Freetown Est, Moyamba	1991	118	215 433

Alors que la Sierra Leone compte déjà parmi les pays les plus pauvres avec 60% de la population vivant sous le seuil de pauvreté, le pays peine à se relever de l'épidémie d'Ebola et la situation économique s'est encore détériorée en 2018. La malnutrition chronique reste un problème majeur avec 31,3% des enfants souffrant d'un retard de croissance. La réduction de la mortalité maternelle – dont le ratio est l'un des plus élevés au monde – est une priorité nationale. Le manque d'accès aux services de base est aussi problématique avec 32,2% de la population n'ayant pas accès à une source d'eau potable.

En 2018, nous avons mis en œuvre des activités en nutrition et santé : renforcement de 32 centres de santé dans l'ouest du pays, amélioration de l'alimentation des enfants de

moins de cinq ans et des mères. Nous avons aussi renforcé la sécurité alimentaire : culture des légumes et légumineuses pour diversifier l'alimentation et les revenus, développement de groupes d'épargne et de crédit. En tant que membre du Consortium Eau Assainissement Hygiène de Freetown, nous avons mené deux études participatives sur la gouvernance de l'eau et l'assainissement et proposé des modèles de partenariat public-privé pour assurer la durabilité des services proposés par la municipalité. Enfin, nos équipes ont continué à apporter un appui technique et financier aux équipes ministérielles et municipales afin de renforcer le rôle des autorités dans le suivi des services publics.



SOMALIE

LOCALISATION

Banaadir (Mogadiscio), Bakool, Elberde, Wajid, Huddur, Garowe, Eyl

OUVERTURE DE LA MISSION

1991

NOMBRE DE PERSONNELS

302

PERSONNES AIDÉES

373 183

La Somalie traverse une crise prolongée et complexe caractérisée par des conflits, des déplacements, des sécheresses et des maladies. Les taux de sous-nutrition sont élevés. L’afflux de personnes vers les zones urbaines met en péril des ressources déjà limitées, tandis que les populations déplacées sont confrontées à des défis considérables. Les mères à la recherche d’un travail peuvent être contraintes de laisser leurs enfants sans soin approprié. De nombreuses personnes n’ont pas accès à un abri ni à des installations sanitaires et d’hygiène appropriés.

En Somalie, nous avons contribué à la réduction de la sous-nutrition et des maladies courantes chez les enfants de Bakool, Banaadir et Nugaal. En 2018, 41 502 enfants âgés de moins de cinq ans ont été admis et traités pour sous-nutrition, tandis que 103 407 enfants

ont été soignés pour des maladies mineures. 194 008 personnes ont bénéficié de nos programmes d’eau, d’assainissement et d’hygiène, y compris la réhabilitation et la construction de 29 sources d’eau communes, la construction de 324 latrines d’urgence et des activités de promotion de l’hygiène. Nos programmes de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance ont bénéficié à 68 974 personnes, les aidant ainsi à renforcer leur résilience. Nous avons fourni de l’argent pour aider les familles à acheter de la nourriture et d’autres produits, et avons amélioré le système de réseau de santé animale pour aider les familles d’éleveurs à conserver leurs moyens de subsistance, modernisé leurs pratiques agricoles et offert aux groupes communautaires l’opportunité d’augmenter leurs économies.



SOUDAN DU SUD

LOCALISATION

Malualkon, Nord Bahir el Gazal (Aweil Est et Centre), Alek, Warrap (Gogrial Ouest et Est), Old Fanak (Fangak, Jonglei), Paguir (Fangak, Jonglei), Juba

OUVERTURE DE LA MISSION

1985

NOMBRE DE PERSONNELS

311

PERSONNES AIDÉES

302 117

Au Soudan du Sud, la reprise du processus de paix a offert de nouvelles opportunités. Cependant, les années de conflit ont laissé plus de 7 millions de personnes dans un besoin d’assistance et de protection. Le conflit a accru le nombre de victimes de la faim en 2018 et les taux de sous-nutrition restent élevés. 2 millions de personnes ont été déplacées à l’intérieur du pays. La moitié des enfants ne fréquentent pas l’école et les deux tiers de la population n’ont pas accès à l’eau potable.

En 2018, nous avons fourni des services de nutrition et de santé à plus de 178 000 personnes, et avons notamment traité plus de 46 000 enfants de moins de cinq ans. Nous avons permis aux mères de dépister leurs enfants, d’améliorer les soins et les pratiques d’alimentation des nourrissons et

de prévenir la sous-nutrition. Nous avons amélioré l’accès à l’eau et à l’assainissement pour 110 854 personnes et réhabilité 115 points d’eau. Nous avons déployé six fois nos équipes d’urgence dans des zones difficiles d’accès, dépisté 46 670 enfants et traité 3 250 enfants souffrant de malnutrition aiguë. Nous avons mené dix enquêtes pour mesurer la sous-nutrition. En partenariat avec le Programme alimentaire mondial, nous avons piloté un système numérique de gestion du traitement de la sous-nutrition et de sensibilisation des communautés. Nous avons mené des analyses de genre et des audits de sécurité pour tenir compte de l’impact de la violence sexiste sur la nutrition et pour améliorer nos activités.



SOUDAN

OUVERTURE DE LA MISSION

2018

Depuis décembre 2013, la guerre civile au Soudan du Sud a continué d’exercer des pressions sur le Soudan : plus de 400 000 personnes ont cherché refuge au Soudan, auxquelles s’ajoutent celles qui ont fui la famine de 2017. De même, le conflit armé dans la région du Darfour a diminué, mais de nombreuses zones de la région restent sous le contrôle de groupes armés.

Après plus de trois ans de formalités administratives, en avril 2018, le gouvernement soudanais a finalement approuvé le registre officiel d’Action contre la Faim dans le pays. Au cours des mois suivants, nous avons travaillé activement par l’intermédiaire de notre représentant dans le pays afin d’être opérationnels dès que possible.

LOCALISATION

District de Mpwapwa, Région de Dodoma

OUVERTURE DE LA MISSION

2015

NOMBRE DE PERSONNELS

5

PERSONNES AIDÉES

14 205

La sous-nutrition reste un enjeu majeur de santé publique en Tanzanie. Au niveau national, 3,3 millions d’enfants présentent un retard de croissance, et 58 % des enfants sont anémiques*. 450 000 enfants en Tanzanie souffrent de malnutrition aiguë et 0,9 % de ces cas sont graves. En outre, il y a une pénurie de professionnels de la santé spécialisés dans le domaine nutritionnel. Les ressources nécessaires pour détecter et traiter la sous-nutrition sont souvent épuisées et les services de santé inaccessibles aux communautés dans le besoin.

En 2018, nous avons mis en œuvre des projets dans la région de Dodoma pour soutenir la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë dans le District de Mpwapwa. Afin d’améliorer le traitement de la malnutrition aiguë au sein des communautés et des centres de santé, 49 prestataires de soins de santé et 180 agents de santé communautaires

ont été formés. Nous avons fourni une assistance technique à 41 établissements de santé, dépisté plus de 10 000 enfants atteints de sous-nutrition et traité 593 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. En outre, nos efforts de sensibilisation ont permis d’améliorer la disponibilité des produits thérapeutiques dans le District de Mpwapwa. Afin de répondre aux besoins des districts, nous avons également entrepris la construction d’une nouvelle unité nutritionnelle thérapeutique qui renforcera la prise en charge des enfants souffrant de sous-nutrition et présentant des complications médicales.

* Programme DHS, Enquête démographique et sanitaire et Enquête sur les indicateurs du paludisme en Tanzanie (2015-16).



TCHAD

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
N'Djamena, Mao, Moussoro, Baga Sola, Am Timan	1982	277	375 054

Le pays fait face à des crises humanitaires interconnectées, dans un contexte de pauvreté chronique et de faible développement économique et social. Le conflit régional qui secoue le bassin du lac Tchad et le conflit en RCA entraînent des déplacements de populations. D'après l'enquête nutritionnelle nationale de 2018, la malnutrition aiguë globale s'établit à 13,5 % dont 4 % de sévère. La malnutrition chronique est quant à elle de 31,9 %. Selon l'analyse sur la situation humanitaire faite par OCHA* en août 2018, 4,5 millions de personnes, soit 27 % de la population du Tchad, souffrent d'insécurité alimentaire dont 991 000 en insécurité alimentaire sévère.

En 2018, dans le Kanem, le Barh el Gazel et le Logone Oriental, nous avons continué nos programmes de santé et de nutrition pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes

enceintes et allaitantes, qui ont également bénéficié d'un appui psychosocial dans les unités nutritionnelles. Des programmes en sécurité alimentaire et en eau et assainissement se sont également poursuivis. Des activités de plaidoyer ont été menées afin de faire reculer la mortalité materno-infantile. Par ailleurs, une analyse des capacités des organisations de la société civile pour la nutrition a permis de dresser une cartographie de ces organisations et de renforcer les capacités de leurs réseaux à travers des actions de soutien technique au réseau, d'ateliers de définition de stratégies de plaidoyer, et de formation au montage de projets.

* Office for the Coordination of Humanitarian Affairs



ZOOM SUR LES RÉGIONS

LES BUREAUX RÉGIONAUX

• AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE

Le bureau régional pour l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique (HEARO - Horn and Eastern Africa Regional Office) supervise les opérations d'Action contre la Faim dans la région, en apportant un soutien stratégique et opérationnel à nos programmes nationaux. Le travail de l'HEARO est guidé par sa stratégie régionale qui définit cinq priorités pour la région :

1. Soutenir et étendre les interventions multisectorielles intégrées visant à sauver des vies afin de réduire les besoins aigus parmi les populations les plus vulnérables de la région.
2. Renforcer la résilience nutritionnelle des individus, des communautés et des systèmes face aux catastrophes récurrentes.
3. Améliorer l'efficacité organisationnelle dans la région.
4. Influencer et mobiliser les ressources.
5. Améliorer la gestion et l'apprentissage des connaissances dans la région.

L'approche d'HEARO est basée sur l'exploitation de nouvelles opportunités au niveau régional, tandis que nous renforçons les capacités au niveau local. Cette démarche est conforme au nouveau programme de localisation et de décentralisation.

• AFRIQUE DE L'OUEST

Action contre la Faim travaille en Afrique de l'Ouest depuis 1983 et compte actuellement 12 bureaux pays opérationnels ainsi que le bureau régional. En 2018, l'ensemble de nos programmes a bénéficié à 170 720 personnes dans la région. L'Afrique de l'Ouest connaît des crises alimentaires récurrentes liées aux saisons ainsi que des urgences fréquentes principalement dues à des catastrophes naturelles, des conflits et un faible développement qui entraînent un affaiblissement continu de la résilience des familles et des communautés. Bien que la première réponse exige des stratégies de développement à long terme, la seconde exige

des actions de secours immédiates. Afin de faire face aux deux situations et parvenir à un effet durable, Action contre la Faim suit une double approche en Afrique de l'Ouest. Premièrement, cette approche se concentre sur la lutte contre les pics systématiques de vulnérabilité nutritionnelle et structurelle à la sous-nutrition. Deuxièmement, nous nous concentrons sur le renforcement des capacités pour répondre aux situations d'urgence et plaidons en faveur de l'appropriation et l'engagement des communautés et des gouvernements.

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Harare, Gutu, Mberengwa, Shamva	2002	5	3 364

Le Zimbabwe est l'un des pays les plus pauvres de la région australe. 76 % de la population est pauvre ou extrêmement pauvre (23 %). Le taux de malnutrition chronique des enfants de moins de cinq ans est de 32 %, tandis que 3,3 % sont touchés par la malnutrition aiguë sévère. De plus, des épisodes de sécheresse se sont répétés en 2018 et ont aggravé la situation nutritionnelle et alimentaire et l'accès à l'eau des populations les plus vulnérables. Une épidémie de choléra s'est propagée dans la capitale et s'est amplifiée en raison d'une résistance des populations aux antibiotiques et des carences des systèmes de santé et d'assainissement.

En 2018, un projet d'urgence avec notre partenaire local Africa Ahead en eau, assainissement et hygiène a eu pour objectif de contenir et éviter la propagation du choléra parmi

les populations de travailleurs de la ville de Harare et de ses alentours. Dans le district de Mberengwa, nos équipes ont mené des activités pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations affectées par la sécheresse due à El Niño et pour protéger leurs moyens de subsistance. En outre, les conclusions du projet de recherche sur la conservation des récoltes ont démontré que les technologies hermétiques sont plus efficaces que les méthodes conventionnelles pour prévenir la contamination par des mycotoxines. Des silos en métal et des sacs hermétiques ont donc été fournis aux agriculteurs afin de réduire les pertes.



ZIMBABWE

36

IRAK
JORDANIE
LIBAN
SYRIE

38

TERRITOIRE
PALESTINIEN
OCCUPÉ
TURQUIE
YÉMEN



IRAK

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Erbil, Dohuk, Ninewah	2013	119	455 115

Alors que la crise irakienne entre dans sa 5^{ème} année, environ 8,7 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire ou de protection* (personnes déplacées, retournées, communautés hôtes et réfugiés syriens). Plus de 31 000 maisons ont été détruites, ainsi que des centaines d'installations et de projets d'infrastructure publics et commerciaux. Après l'occupation de l'État Islamique, l'Organisation mondiale de la santé estime que 35,5% des adultes touchés par la crise ont des troubles psychologiques (agressivité, tristesse, apathie, flashbacks, cauchemars, hyperexcitation). Par ailleurs, 5,4 millions de personnes ont besoin d'un soutien en eau, assainissement et hygiène.

Dans ce contexte, nous avons continué d'apporter notre soutien aux réfugiés syriens, aux déplacés internes et communautés hôtes. Nous avons mis en place des programmes en eau, assainissement et hygiène: réhabilitation de

réseaux de drainage et d'eau, d'écoles et d'établissements de santé, distributions de kits d'hygiène et d'abris, et promotion à l'hygiène; en sécurité alimentaire et des moyens d'existence: programmes d'apprentissage, subventions aux entreprises, argent contre travail, développement de cuisines potagères, construction/réhabilitation de serres et de systèmes d'irrigation; en santé mentales et pratique de soins: séances individuelles et de groupe, soutien axé sur les parents, les enseignants et les enfants, mise en place d'un espace bébés, renforcement des capacités du Ministère de la santé et des communautés, sensibilisation et formation; et en nutrition-santé: détection et traitement de la sous-nutrition, renforcement des capacités des centres de santé.

* UNOCHA. Iraq Humanitarian Response Plan. 2018.



LIBAN

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Beyrouth, Zahlé, Tyr, Aarsal	2006	128	299 575

Les élections législatives de mai ont représenté un moment clé pour le pays, puisque les élections n'avaient pas eu lieu depuis neuf ans. Cet événement a coïncidé avec le lancement d'un nouveau système électoral qui a partiellement modifié le leadership politique et, avec lui, certaines attitudes vis-à-vis de la gestion des réfugiés. Après huit années de conflit en Syrie, la gestion des réfugiés reste l'une des questions les plus urgentes. Cela a un profond impact sur l'accès aux services de base et aux moyens de subsistance, non seulement pour les réfugiés eux-mêmes, mais aussi pour la population d'accueil. Le gouvernement libanais estime que le pays accueille plus de 1,5 million de réfugiés syriens, ce qui représente l'une des plus grandes concentrations de réfugiés par habitant au monde. Près de 600 000 réfugiés syriens n'ont pas le statut reconnu de réfugiés. Par conséquent, ces personnes n'ont pas accès aux différentes

formes d'aide et de soutien fournies par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres programmes d'aide aux réfugiés.

Nos équipes sont présentes dans le pays à la fois dans la région de Bekaa et dans le sud du pays, y compris dans des zones difficiles d'accès comme Aarsal, Masharih al-Qaa et Cheeba, et assurent une assistance de base aux populations. Dans ce contexte, notre travail se concentre sur la distribution d'argent via le système KACHE (Kit for Autonomous Cash Transfer in Humanitarian Emergencies) ainsi que sur les programmes continus d'aide d'urgence, de sécurité alimentaire, d'eau et d'assainissement, de nutrition et de protection.



JORDANIE

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Irbid, Azraq, Madaba	2013	113	52 805

Huit ans après le début du conflit syrien, plus de 1,3 million de Syriens ont cherché refuge en Jordanie, pesant sur l'économie jordanienne et ses infrastructures. 671 047 sont des réfugiés enregistrés et environ 83% vivent en dehors des camps*. L'enjeu est donc de donner aux réfugiés un accès aux moyens de subsistance de base et un support aux communautés hôtes pour leurs besoins immédiats. Alors que la crise syrienne se prolonge et que l'afflux de réfugiés s'est stabilisé, les politiques nationales visent à mettre en place des solutions à long terme. Par ailleurs, pour répondre à cette crise, le gouvernement jordanien a adopté dans son Plan de réponse jordanien une approche basée sur la résilience.

En 2018, notre mission en Jordanie a vu ses ressources humaines augmenter, ainsi que la portée de son action. La mission s'est notamment développée au sud de la capitale pour ouvrir

sa troisième base à Madaba en décembre. Le premier projet de la base est un projet intégré d'un an en eau-assainissement-hygiène et en sécurité alimentaire et des moyens d'existence. Tout en renforçant la capacité institutionnelle des partenaires locaux et nationaux, notre mission est de renforcer la résilience des réfugiés syriens et jordaniens vulnérables. Notre organisation est reconnue comme l'acteur majeur du secteur eau, assainissement et hygiène, mais apporte également son expertise en santé mentale et pratiques de soins infantiles, et en sécurité alimentaire et des moyens d'existence. Nous mettons aussi en place des activités de « Cash For Work » et de gestion des déchets.

* UNHCR (December 2018): "Jordan Fact Sheet"



SYRIE

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Damas, Hassaké, Alep	2008	77	3 084 031

L'année a été marquée par les offensives menées par le gouvernement syrien dans les zones toujours aux mains des groupes rebelles. Ils ont réussi à limiter, sans pour autant mettre fin, la présence de l'État islamique et à prendre progressivement le contrôle de régions importantes comme East Ghouta, Daraa et partiellement Idlib. Ces succès militaires n'ont pas encore amélioré ni maintenu l'accès à ces zones pour l'aide humanitaire. Alors que l'on s'attend à une réduction des fronts de combat, la Syrie représente toujours un contexte vulnérable.

Des scénarios concrets d'accords au nord-est, un des axes prioritaires des programmes d'Action contre la Faim, n'ont pas été prévus. Malgré ce contexte compliqué, nos équipes présentes dans le pays ont consenti d'énormes efforts et obtenu de bons résultats, de la phase d'intervention d'urgence immédiate à la phase d'aide à la fourniture d'abris et de services sanitaires et d'eau, améliorant l'assainissement et l'hygiène. Les activités ont atteint 10 gouvernorats sur 14, avec une couverture élevée des zones difficiles d'accès.



TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Gaza, Hébron, Jérusalem	2002	65	820 890

La situation actuelle en Cisjordanie et à Gaza est très imprévisible en raison des récents développements au niveau politique et des tensions internes. Par exemple, la décision de déplacer l'ambassade des États-Unis de Tel Aviv à Jérusalem, la réduction du financement des États-Unis ainsi que les manifestations à Gaza contre les politiques israéliennes qui ont conduit à des affrontements violents inédits depuis 2014. La crise énergétique et l'échec de la réconciliation entre le Fatah et le Hamas contribuent également à cet environnement instable. Le blocus terrestre, aérien et maritime étouffe toute possibilité d'emploi et près d'un million de Palestiniens sont dépendants de l'aide alimentaire.

Malgré un environnement aussi complexe, la mission a pu démontrer l'impact très positif de ses programmes en devenant une orga-

nisation humanitaire de référence dans le pays. Nos projets évoluent autour des objectifs clés suivants : protéger les communautés contre les transferts forcés, protéger et restaurer les moyens de subsistance, fournir aux communautés hautement vulnérables un accès immédiat à l'eau, fournir une aide financière immédiate, éviter la perte des moyens de subsistance en cas de choc et couvrir les besoins les plus élémentaires des populations touchées par ces chocs. Parmi d'autres initiatives, ces projets comprennent l'entrepreneuriat commercial, l'autonomisation économique des femmes et l'élaboration d'un plan pour les eaux pluviales à Gaza.



LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNEL
Hatay, Mersin, Adana, Urfa, Diyarbakir, Batman, Mardin, Istanbul	2011	1

Plus de 3,5 millions de réfugiés syriens résident en Turquie. Après plus de huit ans de conflits qu'ils ont fui, leurs besoins se développent et les mécanismes de survie sont poussés à leurs limites.

Notre approche programmatique en Turquie repose sur la décision stratégique de travailler avec une organisation partenaire locale, Support To Life. De cette manière, notre intervention favorise l'échange d'informations, profitant à l'organisation partenaire ainsi qu'à la réalisation de nos objectifs pour couvrir les besoins des personnes les plus vulnérables.



TURQUIE

YÉMEN

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Hajjah, Al-Hodeïda, Abyan, Lahj, Aden	2013	360	691 739

En décembre 2018, 24 millions de Yéménites avaient besoin d'une aide humanitaire (27% de plus que l'an dernier). Deux tiers des régions du pays sont déjà en situation de pré-famine et un tiers fait face à de graves vulnérabilités. 17,8 millions de personnes n'ont pas accès aux installations EAH* et 19,7 à des soins de santé adéquats. Une épidémie massive de choléra a aussi touché le pays. À partir de juin 2018, dans l'ouest du Yémen, des batailles dévastatrices ont entraîné une détérioration de l'approvisionnement en nourriture. En 2018, l'intervention humanitaire reste restreinte dans son accès aux ressources, aux populations et dans sa capacité opérationnelle.

En 2018, nous avons poursuivi notre réponse multisectorielle au conflit dans différents gouvernorats. Nous continuons nos programmes en nutrition et santé, notamment par la prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants

de moins de cinq ans et leurs mères ; en sécurité alimentaire et des moyens d'existence, par la distribution directe de nourriture ou d'argent et/ou de coupons alimentaires, complétés systématiquement par des actions en eau, assainissement et hygiène (promotion et distribution de kits, réhabilitation de points d'eau et de latrines). Enfin, plus de 100 000 cas suspectés de choléra ont pu être traités par les hôpitaux que nous soutenons. Nous sommes par ailleurs très actifs dans le cluster nutrition du Yémen. Nous nous sommes associés au Ministère de la santé publique et de la population (MoPHP) pour mener des enquêtes SMART dans les gouvernorats d'Al-Hodeïda, d'Abyan et de Hajjah. Nous participons aussi à différentes plateformes nationales et internationales pour diffuser des enseignements.

* Eau-Assainissement-Hygiène



ZOOM SUR LES RÉGIONS LES BUREAUX RÉGIONAUX

• MOYEN-ORIENT

Malgré les efforts diplomatiques considérables déployés tout au long de l'année 2018, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord se heurte toujours à de multiples crises prolongées : en Syrie, en Irak, au Yémen, en Palestine et en Libye. Le nombre de nouvelles personnes déplacées a généralement diminué mais en décembre 2018, la région a encore du mal à répondre aux besoins de plus de 11 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays dont 6,2 millions rien qu'en Syrie. Il y a environ 6 millions de réfugiés, principalement syriens. À la fin de l'année, près de 40 millions de personnes nécessitaient une aide humanitaire sur l'ensemble de la région. Avec plus de 22 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire, le Yémen est considéré comme la crise humanitaire la plus grave du monde. Le Bureau

régional Moyen-Orient d'Action contre la Faim a été créé en 2013 pour répondre aux nombreux défis humanitaires régionaux. Nos huit missions contribuent aux efforts humanitaires visant à soulager la souffrance de millions de personnes vulnérables. À cette fin, le Bureau régional Moyen-Orient fournit des conseils techniques notamment en ce qui concerne la lutte contre les effets du changement climatique. Il promeut également la protection et l'intégration de la dimension de genre, encourage l'innovation par le biais d'initiatives pilotes et de solutions créatives, et développe les capacités par le biais de formations personnalisées. Enfin, le Bureau favorise une meilleure interaction entre toutes les parties prenantes régionales et fait entendre sa voix à travers une stratégie de plaidoyer audacieuse.

42

AFGHANISTAN
BANGLADESH
CAMBODGE
INDE

44

INDONÉSIE
MYANMAR
NÉPAL
PAKISTAN

46

PHILIPPINES



AFGHANISTAN

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Kaboul, Ghor, Helmand, Badghis	1995	438	374 814

En 2018, le conflit s'est encore intensifié : passant ainsi de pays en situation de post-conflit à pays en conflit actif. 278 000 Afghans ont dû fuir leur foyer et 263 000 ont été déplacés en raison des catastrophes naturelles. La sécheresse de 2018 a touché plus des deux tiers du pays et 3 millions de personnes, dévastant le secteur agricole. Cette année, on comptait 670 000 retours en provenance de l'Iran et 43 000 retournés depuis le Pakistan. L'accès aux soins et à un soutien psychologique reste l'un des besoins principaux, de même que la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et à un abri.

En réponse, nous avons mis en place des projets multisectoriels (nutrition-santé, eau-assainissement-hygiène, sécurité alimentaire, santé mentale et pratiques de soins infantiles). Le projet de réponse à l'urgence (ERM) a continué afin de répondre aux

besoins immédiats et vitaux des personnes touchées par le conflit armé en cours et les catastrophes naturelles régulières. Un autre projet d'urgence a ciblé la malnutrition aiguë sévère. À Kaboul, 48 881 personnes ont bénéficié d'une aide nutritionnelle. À Ghor, nos équipes ont continué les projets multi-sectoriels et intégrés en appui aux centres de santé, et auprès des communautés, afin de prévenir la mortalité et la morbidité maternelles et infantiles. À Helmand, nos projets intégrés en eau, assainissement et hygiène et en nutrition ont permis de guérir 1608 enfants sévèrement malnutris et de distribuer 1173 kits menstruels. Dans la province de Badghis, avec l'aide d'un partenaire local (AYSO), nous avons lancé une réponse d'urgence pour venir en aide aux populations affectées par la sécheresse.



CAMBODGE

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Phnom Penh, Preah Vihear, Kampong Thom, Kampot	2013	45	41 237

Au Cambodge, l'impressionnante croissance économique de la dernière décennie a eu peu d'impact sur les personnes les plus vulnérables qui sont confrontées à une détérioration significative de leurs moyens d'existence en raison de la déforestation et du changement climatique. La nutrition reste une préoccupation majeure : les estimations montrent que le pays pourrait perdre jusqu'à 420 millions de dollars de revenu national brut chaque année en raison de la sous-nutrition*. Les taux de sous-nutrition sont élevés : 32 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique et 10% de malnutrition sévère. Sans investissements suffisants et soutenus pour la nutrition, les Objectifs de développement durable ne seront pas atteints au Cambodge.

Au Cambodge, nous tendons à améliorer les pratiques d'hygiène, de nutrition et de santé au niveau de la communauté, des familles et des individus, en nous concentrant sur les femmes enceintes et/ou allaitantes, ainsi que sur les enfants de moins de deux ans. Dans le cadre de notre approche intégrée, notre équipe a développé un modèle d'intervention multisectorielle. En renforçant les capacités des parties prenantes et des communautés locales, nous nous efforçons de réduire la sous-nutrition de manière complète et durable et de réduire les impacts du changement climatique.

* La Banque mondiale, Projet de nutrition au Cambodge (février 2018).



BANGLADESH

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Dhaka, Kurigram, Cox's Bazar, Satkhira, Barguna	2007	966	1 442 297

Malgré des indicateurs économiques en progression, environ 31,5 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Suite à des violences au Myanmar en août 2017, beaucoup de Rohingya et de membres d'autres minorités ethniques ont traversé la frontière avec le Bangladesh. 902 000 réfugiés vivent toujours dans les 34 camps de Cox's Bazar. À ceux-là s'ajoutent les Rohingya déjà réfugiés au Bangladesh avant les violences de 2017. Par ailleurs, le manque de sécurité alimentaire et d'hygiène et les conditions de vie exiguës entraînent des taux élevés de sous-nutrition, chez les réfugiés et dans les communautés hôtes. À cela s'ajoute la forte vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles et au changement climatique.

Dans le district de Cox's Bazar, une réponse multisectorielle a été mise en place. En partenariat avec des organisations locales et

internationales, nous avons poursuivi la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë (14 858 enfants admis dans des centres thérapeutiques), ainsi que le soutien aux communautés hôtes et aux réfugiés dans les camps officiels et de fortune, par des interventions en nutrition et santé, en santé mentale et pratiques de soins ainsi qu'en eau, assainissement et hygiène (60 points d'eau rénovés ou construits en 2018 et 55 321 kits d'hygiène distribués). Dans la région, nous opérons aussi en dehors des camps. Le projet de préparation à l'urgence et aux tremblements de terre, pour renforcer les capacités de réaction des populations face aux séismes, a été clôturé. Des activités pour renforcer la résilience des communautés locales ont également été mises en place dans le district de Satkhira.



INDE

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
New Delhi, Mumbai et ses banlieues, Jaipur, Baran, Dhar, Ratlam, Dharni, Palghar, Nasik	2010	144	75 530

L'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'accès à la nourriture a permis de réduire le nombre d'Indiens souffrant de sous-nutrition et d'anémie en 2017 par rapport à la décennie précédente. Cependant, le Global Nutrition Report 2018 a montré que l'Inde doit redoubler d'efforts pour atteindre ses objectifs nutritionnels. Le pays compte toujours plus de 30,9 % d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance, soit le taux le plus élevé au monde. En outre, l'Inde porte toujours 23,8 % du fardeau mondial de la sous-nutrition.

Le travail important que nous accomplissons en Inde est reconnu depuis longtemps par le gouvernement indien. Cette année, nous avons signé un accord avec le gouvernement de l'État de Chhattisgarh afin d'offrir un appui technique dans la lutte contre la sous-nutrition. L'organisation est connue dans le pays et, de ce fait,

de nombreuses unités gouvernementales d'appui technique souhaitent collaborer avec nous pour mettre en œuvre leurs projets dans les États du Rajasthan, de Madhya Pradesh et de Maharashtra. Cette année, nous avons mené à bien un programme de gestion communautaire de la malnutrition aiguë avec le gouvernement du Rajasthan. Pour ce projet, nous avons reçu le prix « le plus prometteur » dans la catégorie « faim zéro » des Objectifs de développement durable des Nations unies, décerné par un groupe indépendant de réflexion sur la responsabilité des entreprises et les champions du secteur social. L'équipe de plaidoyer a également reçu un prix du ministre en chef de l'État d'Uttarakhand pour les relations publiques dans le domaine de l'action pour la nutrition.



INDONÉSIE

LOCALISATION

Jakarta, Provinces Nusa Tenggara Timur et Sulawesi centre

OUVERTURE DE LA MISSION

1998

NOMBRE DE PERSONNELS

16

PERSONNES AIDÉES

18 641

En dépit de la très forte reprise économique de ces dernières années, l'Indonésie reste aux prises avec la pauvreté, le chômage, la corruption et le manque d'infrastructures. Les indicateurs de santé et de nutrition (état de santé de la population, accès aux services médicaux, qualité des soins et des installations sanitaires) sont très préoccupants. Dans ce pays marqué par des inégalités extrêmes et des taux de sous-nutrition importants, les communautés vulnérables sont, en outre, particulièrement exposées aux menaces climatiques. En 2018, trois grands séismes ont touché certaines zones du pays, entraînant de nombreux dommages matériels et pertes humaines.

Nous avons continué le projet de gestion communautaire de la malnutrition aiguë, en collaboration avec le ministère de la Santé indonésien. Notre équipe a aussi poursuivi ses activités en eau, assainissement et hygiène. Un projet

multisectoriel mis en œuvre avec des partenaires locaux a pris fin en décembre 2018, après avoir renforcé la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de groupes d'agriculteurs. Dans le District de Kupang, la prévalence de la malnutrition aiguë globale pour les enfants de 6 mois à 5 ans était de 21,2%, et celui de la malnutrition aiguë sévère de 3,9%, au-delà des seuils d'urgence définis par l'OMS (2%)*. Notre stratégie est donc d'identifier et d'agir sur les facteurs directs et indirects de la sous-nutrition. Par ailleurs, le projet de gestion intégrée des maladies de l'enfant a été étendu à 12 nouveaux centres de santé (formations et renforcement des capacités). Enfin, nous avons lancé une réponse multisectorielle d'urgence pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre dans les districts de Palu, Sigi et Donggala.

* Source : Enquête SMART réalisée par Action contre la Faim en 2015.



LOCALISATION

Yangon, État de Kayah, État de Rakhine

OUVERTURE DE LA MISSION

1994

NOMBRE DE PERSONNEL

213

PERSONNES AIDÉES

76 312

Au Myanmar, la pauvreté chronique complique encore une situation humanitaire déjà compromise par l'exposition aux catastrophes naturelles, l'insécurité alimentaire, les conflits armés et intercommunautaires, les déplacements de masse. En 2019, on estime que 941 351 personnes auront besoin d'une aide humanitaire. La hausse de la violence dans l'État de Rakhine a fait affluer plus de 741 000 réfugiés rohingyas* au Bangladesh depuis août 2017. Dans cet État, au vu des circonstances actuelles (entre autres restrictions de mouvements et d'actions imposées par le gouvernement aux ONG), il est impossible de déterminer précisément combien de personnes résident encore dans les trois communes de Maungdaw, Buthidaung et Rathedaung et quels sont leurs besoins.

Nous travaillons sur la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes

et/ou allaitantes dans les États de Rakhine et Kayah, couplés à des actions en eau, assainissement et hygiène ainsi qu'en santé mentale et pratiques de soins. Nous agissons aussi pour réduire l'impact des catastrophes naturelles, principalement sur les communautés côtières de l'État de Rakhine. En mars 2018, la construction d'un abri anti-cyclone a notamment été achevée. Enfin, nous travaillons aussi à l'amélioration de l'accès des personnes vulnérables (femmes enceintes et/ou allaitantes, enfants de moins de 5 ans, réfugiés ou personnes déplacées) aux services de base en s'appuyant sur un travail de plaidoyer. Participant à de nombreuses conférences et forums, nous promouvons l'indépendance des ONG internationales pour remédier à la situation au Myanmar.

* Source : UNHCR



LOCALISATION

Nawalparasi, Saptari, Makwanpur, Rasuwa, Nuwakot, Rautahat

OUVERTURE DE LA MISSION

2011

NOMBRE DE PERSONNELS

25

PERSONNES AIDÉES

123 432

La République Démocratique Fédérale du Népal, située entre la Chine et l'Inde, est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un Indice de Développement Humain (IDH) qui le classe au 149^{ème} rang mondial. Un tiers de sa population vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. L'agriculture, pilier de l'économie népalaise, est le principal moyen de subsistance pour 80% de la population. Le Népal est également un des pays les plus exposés aux catastrophes naturelles. Du fait de sa situation géographique dans l'Himalaya et sur une zone à risque sismique élevée, plus de 80% de la population du pays est fréquemment menacée par des inondations, glissements de terrain, tempêtes ou séismes. Par ailleurs, les enquêtes sur le terrain ont mis en évidence des taux de sous-nutrition alarmants.

En 2018, l'organisation est active dans les Districts de Nawalparasi, Makwanpur, Nuwakot, Rasuwa, Rautahat et Saptari, où elle met en œuvre des projets en partenariat avec six acteurs de la société civile et cinq agences gouvernementales. En effet, la stratégie 2016-2020 d'Action contre la Faim consiste à renforcer les capacités opérationnelles de ses partenaires et à leur transférer les compétences requises. Nos actions passent également par un plaidoyer auprès des autorités népalaises en faveur d'interventions nutritionnelles à plus grande échelle.



LOCALISATION

Islamabad, Dadu, Ghotki, Khairpur, Matiari

OUVERTURE DE LA MISSION

1979

NOMBRE DE PERSONNELS

51

PERSONNES AIDÉES

334 588

Au Pakistan, 45% des enfants souffrent d'un retard de croissance causé par la sous-nutrition. En plus d'être fréquemment touché par des catastrophes naturelles, le pays est classé au 7^{ème} rang des plus vulnérables face au réchauffement climatique. Il fait face à une sécheresse persistante, spécifiquement dans les provinces de Sindh et Balochistan, ce qui entraîne de l'insécurité alimentaire et à terme une augmentation de la sous-nutrition. Dans la Province de Khyber Pakhtunkhwa, de nombreux déplacements de population ont eu lieu à cause de la crise. On y compte 48% d'enfants en retard de croissance et un taux de malnutrition aiguë globale égale à 17,3%.

L'espace humanitaire est limité mais en 2018 nous avons réussi à maintenir le dialogue avec les autorités pour les prochaines années. Soutenu par des partenaires locaux, notre stratégie est de coupler nos programmes nutritionnels

avec des activités en eau, assainissement et hygiène et en sécurité alimentaire. Dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, nous avons mis en place un projet d'urgence (6 centres thérapeutiques construits, 1 158 patients pris en charge, 4 243 enfants recevant un apport supplémentaire de micronutriments, 90 groupes de soutien « de mères à mères » formés, etc.). Dans le District de Dadu à Sindh, le projet intégré s'est terminé. En plus d'une prise en charge médicale des enfants sévèrement malnutris, 500 familles ont reçu un soutien à la culture céréalière, et 800 ménages ont bénéficié de potagers pour cultiver des légumes. En juillet 2018, nous avons lancé avec d'autres ONG un projet dont l'objectif est de soutenir le Gouvernement de Sindh dans la mise œuvre efficace de sa politique nutritionnelle.



NÉPAL

PAKISTAN

PHILIPPINES

LOCALISATION

Manille, Zamboanga, Cotabato, Masbate, Tandag, Iligan

OUVERTURE
DE LA MISSION
2000

NOMBRE DE
PERSONNELS
120

PERSONNES
AIDÉES
302 014

Le conflit à Mindanao ainsi que les catastrophes naturelles entraînent des besoins humanitaires élevés aux Philippines. Les cas de troubles psychosociaux ont augmenté de 50% chez les populations déplacées. Cela est dû au conflit, à la rupture des liens sociaux et familiaux ainsi qu'au fait de vivre dans des abris temporaires pendant une longue période. Les troubles les plus fréquents que nous observons sont la dépression, l'anxiété et le stress post-traumatique.

Notre travail aux Philippines s'est concentré sur la réponse aux besoins humanitaires découlant du conflit et des catastrophes naturelles. Dans la ville de Marawi et dans d'autres communautés autour du lac Lanao,

nous travaillons sur la reconstruction des infrastructures pour restaurer l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires de base. Nous travaillons également sur la reprise économique et productive, ainsi que sur le soutien psychosocial. S'agissant de la gestion des risques, nous mettons l'accent sur un projet d'innovation dans la préparation aux catastrophes piloté par TUKLAS Innovation Labs, une initiative centrée sur la communauté qui cherche à découvrir et à soutenir des solutions innovantes pour mieux préparer les communautés aux catastrophes.



ZOOM SUR NOS DOMAINES D'EXPERTISES

GESTION DU RISQUE DE CATASTROPHE

• SAHEL: UN SYSTÈME D'INFORMATION POUR COMBATTRE LA FAIM

L'analyse des données pastorales offre la possibilité de sauver des milliers de vies au Sahel. Grâce à ce système qui combine différents types de données (y compris les images satellite et les données fournies directement depuis le terrain par les bergers via les sites sentinelles), nous pouvons mettre en place des mesures préventives qui atténuent le besoin de réponses d'urgence.

Afin d'optimiser cet outil, nous avons réalisé, courant 2018, de nouveaux développements dans le Système de surveillance pastorale. Nous avons étendu la couverture géographique de l'outil à travers le Sahel avec 30 nouveaux sites sentinelles au Sénégal et réalisé des ateliers participatifs en Mauritanie

pour identifier les zones de circulation et de concentration du bétail en vue de développer prochainement des sites sentinelles pastoraux dans le sud du pays. Nous avons également amélioré le système en adaptant les algorithmes d'analyse de la biomasse et des eaux de surface (respectivement BioGenerator et HydroGenerator) pour une meilleure résolution des données. Dans le même temps, nous cherchons à étendre la surveillance. Nous étudions les possibilités d'intégrer des indicateurs nutritionnels provenant des centres de santé, tels que les taux d'admission, d'abandon et de guérison et d'étendre la télédétection aux cultures et à leurs besoins en eau à différents stades végétatifs en installant un logiciel gratuit développé par la FAO (AquaCrop).



CARAÏBES & AMÉRIQUE LATINE

50

COLOMBIE
GUATEMALA
HAÏTI
NICARAGUA

52

PÉROU
VENEZUELA



COLOMBIE

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
La Guajira, Nariño, Putumayo, Córdoba	1998	109	83 072

En Colombie, les données officielles indiquent la présence de plus d'un million de Vénézuéliens à ce jour, même si, selon certaines estimations, le chiffre réel pourrait représenter le double. La moitié des migrants se trouvent dans des départements frontaliers (La Guajira, Cesar, North Santander, Arauca, Vichada et Guainía) qui se caractérisent par des taux de pauvreté extrême bien supérieurs au niveau national et un accès très insuffisant aux services de base. Une autre partie des migrants arrivant en Colombie se trouvent dans des villes comme Bogotá et vivent dans les rues ou dans des campements informels avec peu d'accès aux services. Les migrants qui traversent le territoire colombien pour atteindre d'autres pays risquent d'être victimes de groupes armés opérant

dans le sud du pays (trafic, recrutement forcé). La crise migratoire a relégué les effets humanitaires du conflit armé et de la violence à une place secondaire.

En 2018, notre travail s'est axé sur la réponse humanitaire urgente dans le nord du pays et sur l'analyse de la situation dans les villes d'accueil comme Bogotá, Barranquilla et Carthagène. Nous menons des activités de suivi nutritionnel, d'assistance par versement d'argent, d'accès à l'eau potable et de moyens de subsistance décents, tant pour les communautés d'accueil que pour les migrants.



HAÏTI

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
North-West, Artibonite, Grand'Anse	1985	154	174 460

De fortes pluies en janvier et un tremblement de terre en octobre ont touché des milliers de personnes dans le nord-ouest et le département de l'Artibonite d'Haïti. En 2018, le climat politique et sécuritaire était tendu. Atteignant les 15 % au nord-ouest et à Grand'Anse, les taux de sous-nutrition restent élevés. Les cas de choléra continuent dans l'Artibonite mais l'épidémie est contenue dans le nord-ouest où aucun cas confirmé n'a été enregistré depuis le 30 juillet 2018.

Nos équipes ont soutenu les groupes d'épargne et de prêts, créé des activités génératrices de revenus, construit des systèmes de stockage de l'eau, formé les mères au dépistage de la sous-nutrition chez les enfants et amélioré l'assainissement. Nous avons aussi fourni une aide alimentaire pour aider les familles touchées par la sécheresse. Suite au tremblement de terre de

2018, nous avons soutenu les autorités locales via la coordination des partenaires, la gestion des abris et des actions de plaidoyer. Nous avons aussi fourni de l'eau potable, un accès aux infrastructures d'assainissement et des fournitures d'urgence. Grâce à nos efforts et ceux de nos partenaires, la fin de l'épidémie de choléra est proche. Notre travail en 2018 comprenait des activités de dépistages et de sensibilisation. Nous avons encouragé le traitement de l'eau des ménages en fournissant du matériel à 7 500 familles et en recherchant des solutions basées sur le marché local (identification de fournisseurs locaux de produits de traitement). Enfin, nous avons renforcé l'accès à l'eau et l'assainissement en réhabilitant et en construisant des latrines et des points d'eau.



GUATEMALA

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS
Chiquimula, Zacapa, El Progreso	1996	36

Le Guatemala, la plus grande économie d'Amérique centrale, présente l'un des taux d'inégalité les plus élevés d'Amérique latine : la pauvreté, la sous-nutrition et la mortalité maternelle et infantile sont élevées, surtout dans les zones rurales et autochtones. Selon les estimations, chaque année, 50 000 personnes quittent l'Amérique centrale pour traverser illégalement la frontière sud des États-Unis, principalement en raison du chômage, de la pauvreté, de la violence et des conséquences du changement climatique sur la nutrition.

Notre travail au Guatemala continue de se concentrer sur la lutte contre la sous-nutrition et sur la gestion des risques de catastrophe ainsi que, à la lumière des événements survenus en 2018, sur le suivi des facteurs sociaux et environnementaux à l'origine de la migration vers les États-Unis.



NICARAGUA

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS
Madriz	1996	4

Ces dernières années, les conditions météorologiques en Amérique centrale n'ont cessé de changer. La réduction et la concentration des jours et des volumes de précipitations ont entraîné des périodes récurrentes de sécheresse et ont eu des effets dévastateurs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'accès à l'eau a également été gravement touché. Dans la région du corridor sec, qui comprend le Nicaragua et le Honduras, les épisodes de sécheresse, également appelés « catastrophes silencieuses », ont endommagé et érodé les moyens de subsistance déjà fragiles des familles qui y sont particulièrement exposées.

Le principal défi de nos équipes est de répondre aux besoins de la population nicaraguayenne, compte tenu des restrictions de l'accès humanitaire qui existent dans le pays.



PÉROU

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Piura, Puno, Ayacucho	2007	9	3 277

Avec près d'un demi-million de Vénézuéliens, le Pérou est, après la Colombie, le deuxième pays de la région comptant le plus grand nombre de migrants. D'ici fin 2019, ce nombre aura triplé et l'on comptera un million et demi de réfugiés vénézuéliens dans le pays, la majorité ayant l'intention d'y rester définitivement. Le bureau national du Pérou participe activement aux plateformes humanitaires qui coordonnent la réponse à cette crise et travaille sur l'analyse de la situation humanitaire, en particulier à Lima.

En 2018, nous avons continué à travailler sur des projets visant à réduire la sous-nutrition infantile. Le Pérou fait partie du programme régional que nous avons élaboré en réponse à la crise migratoire. Dans le cas de Lima, des activités sociales et d'insertion sur le marché du travail ainsi que des interventions psychosociales ont été ajoutées à la liste des besoins mentionnés dans l'accès aux services de base.



ZOOM SUR NOS DOMAINES D'EXPERTISES

INNOVATIONS TECHNIQUES

La communauté scientifique a récemment approuvé la technique consistant à comparer la forme d'un prototype d'enfant en bonne santé à celle d'un enfant sous-nutri par imagerie grâce à un article publié dans le prestigieux American Journal of Physical Anthropology. L'application SAM Photo Diagnosis permet de photographier les enfants de moins de cinq ans qui vivent dans des endroits éloignés ou dans des zones touchées par un conflit afin de déterminer s'ils souffrent de malnutrition aiguë. Cela pourrait avoir un impact positif significatif sur l'éradication de la sous-nutrition d'ici 2030. Bien que

des progrès considérables aient été réalisés ces dernières décennies dans le traitement de la sous-nutrition grâce à l'utilisation d'une alimentation thérapeutique prête à l'emploi, il reste encore à améliorer sensiblement son diagnostic. Les recherches d'Action contre la Faim, en collaboration avec l'Université de Dakar et l'Université Complutense de Madrid, ont posé les bases scientifiques d'une application mobile capable de diagnostiquer la sous-nutrition à l'aide d'une photo.

VENEZUELA

LOCALISATION	OUVERTURE DE LA MISSION	NOMBRE DE PERSONNELS	PERSONNES AIDÉES
Miranda, Carabobo, Aragua, Moagas, Táchira, Zulia	2018	3	3 685

Le Venezuela est l'un des quatre pays au monde ayant le pire niveau d'accès humanitaire (avec la Syrie, le Yémen et l'Érythrée) puisque le gouvernement rejette toute forme d'aide étrangère et que le contexte économique entrave fortement les opérations. Au Venezuela, où l'inflation a atteint 1 000 % en 2018, l'argent n'est quasiment pas manipulé, les opérations de change étaient interdites jusqu'à il y a quelques mois seulement et les politiques économiques subissent des changements constants. Plusieurs indicateurs révèlent la gravité de la crise dans le pays, qui ne produit que 30 % de la nourriture consommée. L'équivalent de 11 salaires minimum est nécessaire pour couvrir les besoins fondamentaux d'une famille au Venezuela et l'achat de savon pour les mains coûte une demi-journée de salaire.

Après avoir effectué une mission exploratoire au cours du mois de mai, nous avons commencé en août à intervenir au Venezuela, dans les États de Miranda (Caracas), Carabobo, Aragua, Monagas, Táchira et Zulia. Les deux derniers départements sont limitrophes à la Colombie et connaissent à ce titre des taux d'émigration parmi les plus élevés de la région. Notre travail se concentre sur les écoles où nous effectuons un suivi nutritionnel, soutenons l'alimentation des enfants et fournissons de l'eau potable.



56

ESPAGNE
GÉORGIE

ESPAGNE

LOCALISATION

Galice, Principauté des Asturies, Catalogne, Navarre, Communauté de Madrid, Castille - La Mancha, Estrémadure, Communauté Valencienne, Andalousie

OUVERTURE
DE LA MISSION
2013

NOMBRE DE
PERSONNELS
164

PERSONNES
AIDÉES
5 667

En 2018, le taux de chômage s'élevait à 14,45 %, plus de 3,3 millions d'habitants étaient sans emploi. Le chômage, les bas salaires et la précarité ont conduit une partie de la population à la pauvreté et l'insécurité alimentaire, les familles sans revenus étant contraintes de réduire leurs dépenses alimentaires.

Notre mission en Espagne s'est donc concentrée sur l'autonomisation des personnes, l'idée étant de faciliter leur accès au marché du travail et d'améliorer leurs moyens d'existence. En 2018, nous avons ainsi permis à 5 667 personnes de trouver un emploi ou de créer une entreprise (48 % de plus qu'en 2017). Ces bons résultats, obtenus grâce à la méthodologie du programme VIVES, nous ont encouragés à étendre notre expérience à d'autres pays où la promotion et l'accès à l'emploi sont des outils importants pour combattre

les causes de la faim. En nous adaptant aux contextes de chaque pays, nous appliquons aujourd'hui ces méthodologies en Géorgie, en Azerbaïdjan, dans le Territoire palestinien occupé, au Nicaragua, au Pérou, en Égypte et au Sénégal. En 2018, 8 % des opérations gérées par Action contre la Faim ont permis d'améliorer l'employabilité. Nous dirigeons le Réseau européen d'innovation en faveur de l'inclusion. Comptant plus de 100 partenaires, ce réseau nous permet d'échanger des connaissances avec d'autres organisations européennes et de nous positionner en tant qu'acteur important dans l'écosystème européen de l'innovation sociale.



LOCALISATION

Gali, Tbilissi, Soukhoumi

OUVERTURE
DE LA MISSION
1994

NOMBRE DE
PERSONNELS
36

PERSONNES
AIDÉES
5 937

La pauvreté a baissé de près de moitié au cours des dix dernières années. D'importantes inégalités socioéconomiques subsistent néanmoins toujours au sein de la population géorgienne. De même, la situation en Abkhazie, qui n'est toujours pas résolue, empêche toute amélioration sensible de la situation économique dans la région.

Sur place, notre équipe a atteint ses objectifs. Ceux-ci consistaient en des interventions de développement en Géorgie et en Abkhazie dans les domaines de l'emploi et du développement rural. En matière de sécurité alimentaire, ces interventions étaient complétées par une aide humanitaire destinée aux populations affectées par la perte de leurs récoltes.



GÉORGIE

LOGISTIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION

Action contre la Faim estime que la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique est une composante essentielle de ses opérations dans le monde entier. Nos systèmes logistiques permettent à l'approvisionnement d'arriver et d'être distribué aux populations en temps utile et avec efficacité. Au lendemain d'une situation d'urgence, l'approvisionnement peut comprendre des articles indispensables à la survie, tels que des aliments, de l'eau, des médicaments et des abris.

À l'échelon mondial, la chaîne d'approvisionnement logistique d'Action contre la Faim a diminué de 14% l'année dernière. Nous avons géré une chaîne d'approvisionnement s'élevant en tout à 151,1 millions d'euros via 50 bureaux nationaux et trois bureaux régionaux et à l'aide de sept centres logistiques (Accra, Barcelone, Dubaï, Lyon, Nairobi, Panama et Paris). Ce qui équivaut à une diminution de 24,6 millions d'euros, ou de 14% par rapport à 2017. Cette année-là, la dépense totale liée à la chaîne d'approvisionnement avait été de 175,1 millions d'euros. Une forte proportion de cette diminution des dépenses associées à la chaîne d'approvisionnement s'explique par une réduction des dons en nature au sein du bureau pays du Nigeria en 2018 qui avaient précédemment atteint un pic en 2017. Proportionnellement au programme global de dépenses d'Action contre la Faim, la chaîne d'approvisionnement logistique est passée des 54% de 2017 à 48% l'an dernier.

Notre volume de dépenses dévolues à la chaîne d'approvisionnement a diminué pour la première fois au cours des cinq dernières années.

De 2013 à 2017, les dépenses dévolues à la chaîne d'approvisionnement ont augmenté en moyenne de 21% par an.

Même si le volume de la chaîne d'approvisionnement a diminué en 2018, nos systèmes logistiques ont aidé Action contre la Faim à atteindre environ 21,3 millions de personnes en 2018 et à répondre à plus 37 urgences.

La baisse du volume de dépense liée à la chaîne d'approvisionnement est largement due à des baisses budgétaires significatives au Malawi (4,9 millions), au Nigeria (20,5 millions) et au Yémen (3,6 millions).

Cinq bureaux nationaux ont augmenté leurs dépenses liées à la chaîne d'approvisionnement de plus de 90% en 2018: Égypte (118,8%), Syrie (111,1%), Géorgie (110,5%), Soudan du Sud (108,4%), Kenya (101,7%) et Sénégal (94%). En 2018, nous avons également annoncé pour la première fois des dépenses liées à la chaîne d'approvisionnement en Gambie, au Soudan, en Tanzanie, en Turquie et au tout nouveau bureau régional: Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique qui gère un projet en direct.

Nous avons réitéré l'enquête sur la perception de la logistique qui a été lancée pour la première fois en 2017 et 70% de nos employés ont fait état d'une perception positive des services logistiques fournis. Aucune différence significative dans les perceptions entre 2017 et 2018 n'a été relevée, bien qu'un peu plus de personnes ont eu une perception plus forte de la performance logistique (bonne et mauvaise).

Tout au long de l'année 2018, nous avons poursuivi le développement et le déploiement de l'outil Information Systems 'LINK' dans nos pays d'intervention. Cette solution innovante de gestion de notre chaîne d'approvisionnement est utilisée par 1 200 collaborateurs de terrain répartis dans 32 bureaux nationaux et régionaux.



151,1 M€

VOLUME GLOBAL DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

2017: 175,7 M€

€

48%

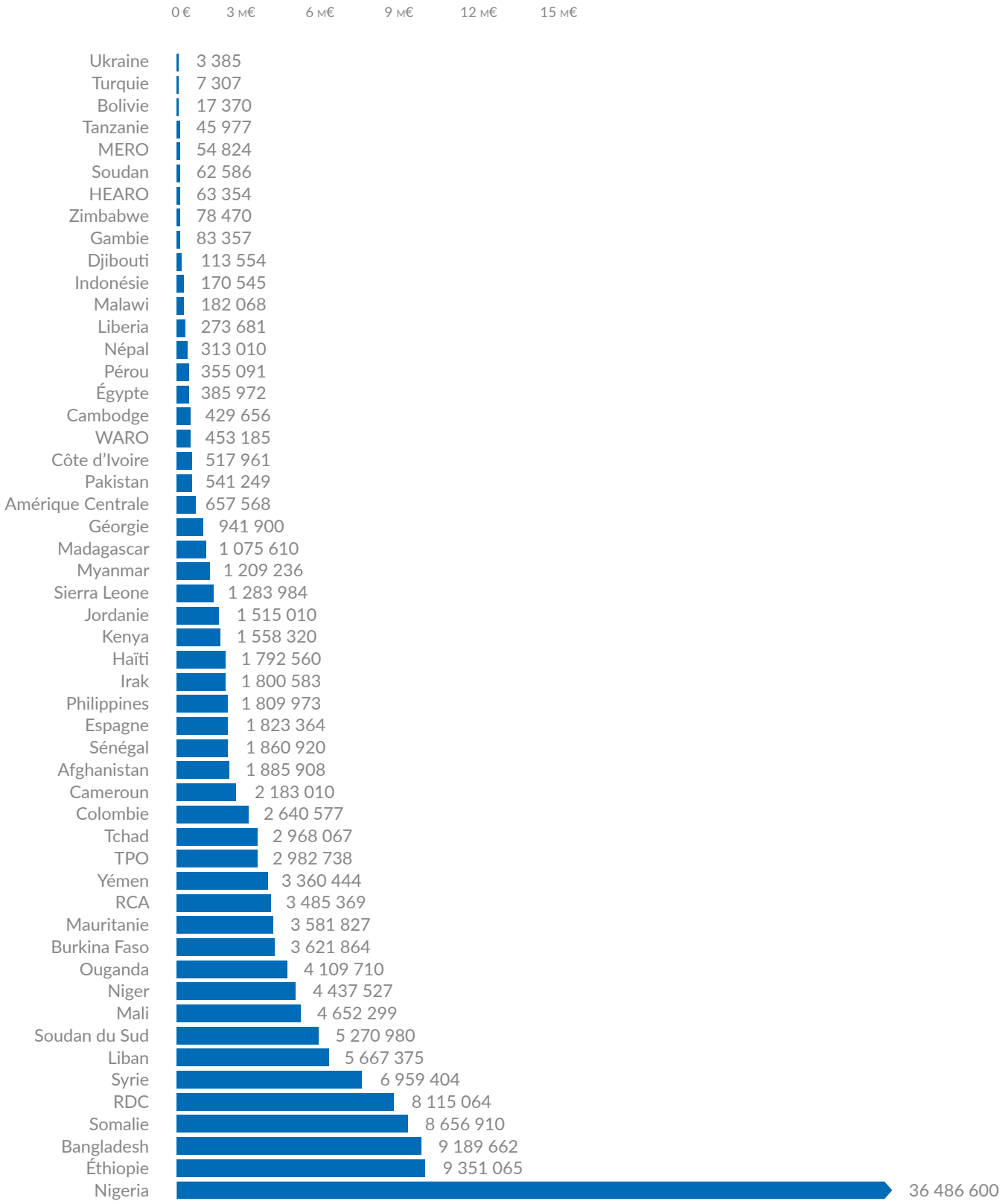
PART DÉVOLUE À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT GLOBALE PAR RAPPORT À LA TOTALITÉ DES FRAIS PROGRAMMATIQUES DE L'ORGANISATION

2017: 54%



70%

DU PERSONNEL D'ACTION CONTRE LA FAIM EST TRÈS SATISFAIT OU SATISFAIT DES SERVICES LOGISTIQUES FOURNIS PAR L'ORGANISATION



Volume de la chaîne d'approvisionnement gérée par les bureaux nationaux et régionaux d'Action contre la Faim (en €), 2018

RECHERCHE, INNOVATION ET APPRENTISSAGE



25
PROJETS DE RECHERCHES
2017: 52



25
PAYS
2017: 26



49
PARTENAIRES
2017: 48



12,9 M€
VALEUR
DU PROGRAMME PLURIANNUEL
DE RECHERCHE EN COURS

Action contre la Faim est un leader de l'expertise technique et de l'innovation dans le domaine de la sous-nutrition. Notre Plan stratégique international 2016-2020 souligne notre engagement en faveur de la recherche, de l'innovation et de l'apprentissage dans nos activités et pour s'assurer que tous les projets de recherche renforcent nos approches pratiques pour prévenir et traiter la sous-nutrition. Ce chapitre met en lumière nos progrès vers la réalisation de nos objectifs de recherche, d'apprentissage et d'innovation ainsi que de notre stratégie de recherche 2016-2020.

Notre stratégie Recherche 2016-2020 s'appuie sur trois piliers :

1. Prévention de la sous-nutrition
2. Traitement de la sous-nutrition
3. Efficacité des interventions humanitaires en situations d'urgence

En 2018, Action contre la Faim a mené 25 projets de recherche. Bien que le nombre de projets de recherche que nous avons menés en 2018 est inférieur à 2017, nous avons constaté une augmentation du volume financier global indiquant des projets moins nombreux mais plus importants, ce que nous considérons comme une tendance positive. Nos projets couvrent nos secteurs opérationnels et nos pays d'intervention où nous collaborons avec divers donateurs et partenaires.

Nous avons mené des projets de recherche dans 25 pays, les plus dotés étant le Burkina Faso et le Sénégal, avec quatre projets chacun. La majorité de nos projets de recherche (80 %) ont été menés dans des pays d'Afrique. Notre présence sur le plan de la recherche en Asie est passée à 15 % du total des projets contre 10 % l'année précédente. Les projets restants ont été répartis à travers le Moyen-Orient, l'Amérique latine et l'Europe.

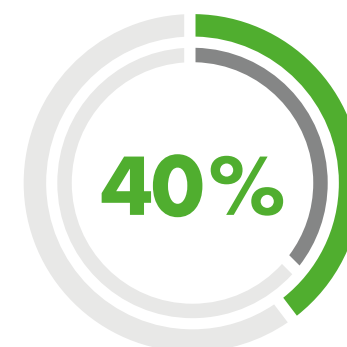
Conformément à l'expertise et à l'expérience techniques d'Action contre la Faim, 85 % de nos projets de recherche comportent un volet nutrition. De même, la majorité (60 %) des projets mono-secteurs étaient axés sur la nutrition. Plus de la moitié de nos projets étaient multi-sectoriels et évoquaient les lacunes en matière de recherche dans les domaines, entres autres, de la santé, des pratiques de soins de santé mentale et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Le secteur le moins souvent étudié est la réduction et la gestion des risques de catastrophe, pour laquelle nous n'avons qu'un seul projet.

La valeur totale du portefeuille de recherche pluriannuel en cours d'Action contre la Faim s'élève à 12,9 millions d'euros contre 12,1 millions d'euros en 2017. La diminution globale du nombre de projets et l'augmentation simultanée de la valeur du portefeuille illustrent une évolution vers des projets de recherche moins nombreux mais plus importants. En effet, la valeur médiane des projets de recherche a augmenté pour atteindre un peu plus de 187 000 € (contre 81 000 €). Cela se traduit par 0,92 % du volume opérationnel consacré à la recherche, ce qui est inférieur à notre objectif stratégique international de 2 %.

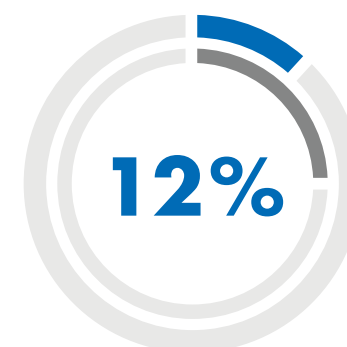
En 2018, nous avons collaboré avec 49 partenaires sur nos projets de recherche. Les institutions universitaires et de recherche continuent à être nos partenaires les plus courants, collaborant avec nous sur 84 % des projets. Dans le cadre de notre collaboration avec les institutions universitaires, nous avons soutenu neuf diplômés dans huit projets de recherche. Nous nous sommes également associés à une série d'organisations non gouvernementales, d'institutions publiques et privées et d'agences des Nations Unies. Notre portefeuille de donateurs a également augmenté : en 2018, nous avons reçu le soutien de 17 donateurs contre dix donateurs en 2017.

Nous avons réalisé 39 publications liées à nos projets de recherche. Près de la moitié de ces publications ont été évaluées par des pairs, et 78 % des articles examinés par des pairs sont publiés dans des revues en libre accès. Dans la continuité de nos activités de recherche, nous continuons à privilégier l'apprentissage et l'innovation dans tout ce que nous faisons. En ligne avec notre objectif stratégique, nous avons produit en 2018 la septième Revue annuelle d'apprentissage (Annual Learning Review). Le document met en évidence les enseignements clés tirés de nos programmes afin de mettre à profit nos connaissances et notre expertise technique. Nous avons également lancé le Knowledge Hub, un référentiel de toutes les connaissances et informations organisationnelles, et l'initiative No Hunger Radio qui vise à fournir un moyen de partager l'expertise et l'apprentissage à travers les pays.

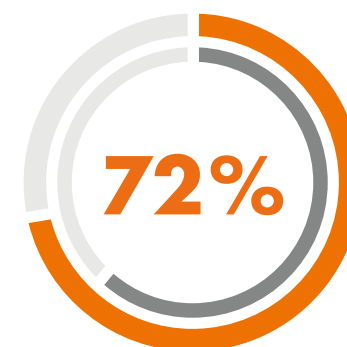
Par ailleurs, un **exemple concret** qui montre que nos priorités en terme de recherche et d'innovation se rejoignent est le développement de l'**appli mobile SAM Photo Diagnostic** (voir page 53). Bien que nous sachions historiquement que la diarrhée représente une cause majeure de sous-nutrition, il est de plus en plus évident que les micro-organismes vivant dans l'intestin et connus sous le nom de microbiote, ont une influence sur la croissance et la sous-nutrition des enfants et ce, indépendamment de la présence de diarrhée.



PROJETS DE RECHERCHE ENREGISTRÉS
2017: 36%



PROTOCOLES PUBLIÉS
2017: 25%



APPROBATION DÉONTOLOGIQUE
2017: 62%



FINANCES

€

424,5 M€

REVENU ANNUEL TOTAL

2017: 412 M€

Globe icon

332,7 M€

RECETTES PUBLIQUES AFFECTÉES

2017: 322,2 M€

Network icon

82 M€

SOURCES PRIVÉES

2017: 79,4 M€

Building icon

9,7 M€

AUTRES REVENUS

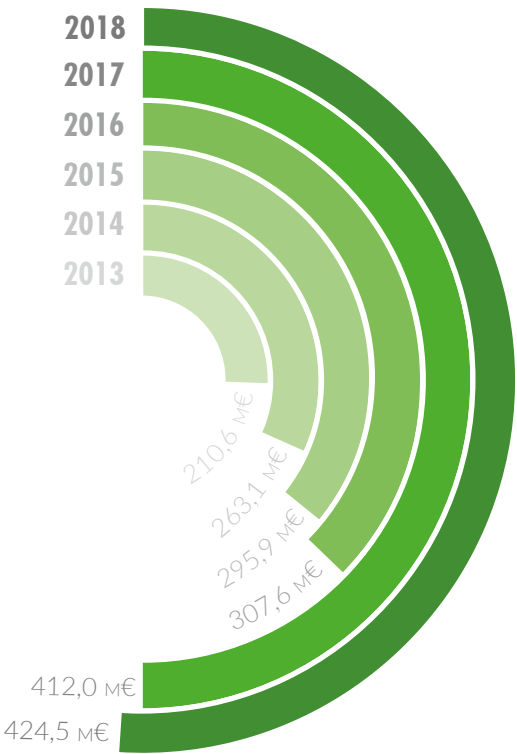
2017: 11,1 M€

Le Plan stratégique international 2016-2020 d’Action contre la Faim a pour objectif d’atteindre un revenu annuel total de 500 millions d’euros à l’horizon 2020. Atteindre cet objectif nous permettrait d’accroître nos interventions afin de réduire la prévalence de la faim et de la sous-nutrition, et permettrait aussi à nos activités de prendre de l’ampleur et avoir davantage d’impact. L’objectif pour 2020 serait de parvenir à obtenir des revenus provenant de sources publiques s’élevant à 370 millions d’euros (soit 74 % du chiffre d’affaires total), les 130 millions d’euros restants devant être développés dans le cadre de nos relations et partenariats avec le secteur public et privé. Il nous faudra pour cela nous appuyer sur les excellents résultats que nous avons obtenus, ce qui nous permettra de continuer à travailler avec des partenaires locaux, nationaux et internationaux, des donateurs et des organisations de la société civile dans le monde entier.

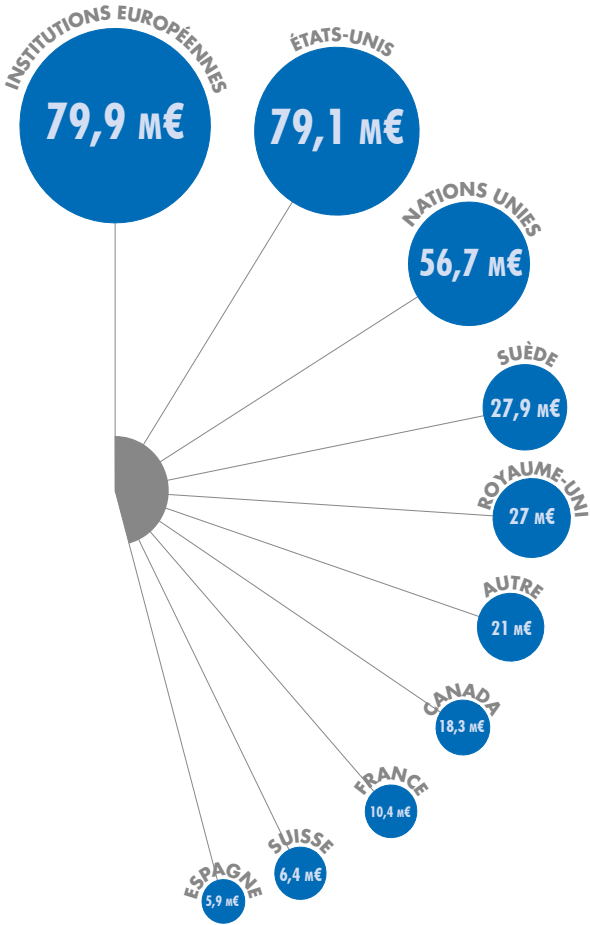
Les revenus d’Action contre la Faim n’ont cessé de croître depuis 15 ans. Cette croissance est assez constante avec une augmentation moyenne de 11,5 % par an. Le total des produits a plus que triplé depuis 2008, passant de 126,7 millions d’euros en 2008 à 424,5 millions d’euros en 2018. Au cours des cinq dernières années, le revenu annuel total d’Action contre la Faim a augmenté de 61 %. **Le revenu total de 424,5 millions d’euros en 2018 a dépassé tous les records précédents, dépassant les chiffres déjà exceptionnels de 11,7 millions d’euros en 2017.** Il s’agit d’une augmentation de 3 %.

Les fonds publics et privés ont augmenté en 2018 avec une hausse des revenus provenant de sources publiques de 3 % et une croissance du soutien privé de 3 % supplémentaires. Les revenus non affectés ont représenté 86 % du financement privé (68,6 millions d’euros). Il s’agit toujours d’une source de revenus importante pour notre indépendance financière, car nous pouvons utiliser ces ressources de manière efficace et agile dans les domaines où nous pensons qu’elles auront le plus d’impact.

En 2018, Action contre la Faim a augmenté les recettes des financements publics affectés de 10,5 millions d’euros par rapport à 2017, le total des recettes publiques s’établissant à 332,6 millions d’euros. Les revenus des donateurs internationaux bilatéraux ont fortement augmenté (de 41 %). Les États-Unis sont restés notre premier donateur bilatéral et sont devenus notre deuxième plus grand donateur, réalisant un revenu de 79,1 millions d’euros en 2018. Ce qui représente 78 % de plus qu’en 2017 et correspond à une augmentation de 35 millions d’euros. De même, le revenu du gouvernement suédois a doublé en 2018 (de 17,5 à 27,9 millions d’euros) et le gouvernement canadien a augmenté son financement de 38 % (de 13,4 à 18,3 millions d’euros). Les agences multilatérales, à savoir les institutions de l’Union européenne et les Nations unies, restent d’importants donateurs de revenus affectés, les recettes collectives de l’UE et de l’ONU atteignant 136,6 millions d’euros. En 2018, cependant, le chiffre d’affaires des deux agences a diminué et demeure plus conforme aux tendances antérieures à 2017.



Recettes totales d’Action contre la Faim (en €), 2013-2018

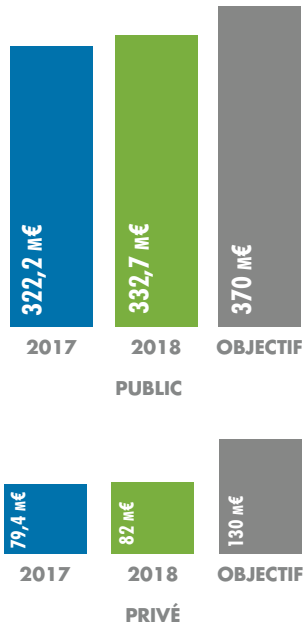


Revenus publics alloués attribués à Action contre la Faim, par sources des fonds, 2018.

Note : La liste des donateurs figurant ici n’est pas exhaustive et ne fait état que des contributions de plus d’un million d’euros.



Ventilation des dépenses d'Action contre la Faim, 2018



Revenus d'Action contre la Faim provenant de donateurs publics et privés en 2017 et 2018, en millions d'euros, et objectifs 2020 fixés dans le Plan stratégique international d'Action contre la Faim 2016-2020.

L'augmentation des revenus en 2018 a permis à Action contre la Faim de soutenir 978 726 personnes supplémentaires par rapport à l'année précédente et d'étendre ses opérations dans le monde. En 2018, Action contre la Faim enregistre une dépense totale de 394,5 millions d'euros contre 406 millions en 2017.

Sur chaque euro dépensé par le réseau Action contre la Faim, 89 centimes ont été consacrés aux activités programmatiques, les dépenses en matière de collecte de fonds et de communication représentant 8 % du total des dépenses, les services de gestions, de gouvernance et de soutien représentant 3 %.

Action contre la Faim progresse dans la réalisation de ses objectifs 2020 énoncés dans le Plan stratégique international 2016-2020.

- Le revenu total pour 2018 est de 85 % sur l'objectif de 500 millions d'euros pour 2020. Action contre la Faim devra lever 75,4 millions d'euros supplémentaires au cours des deux prochaines années pour atteindre l'objectif 2020.
- En 2018, les recettes publiques affectées représentent 90 % de l'objectif de 370 millions d'euros pour 2020, soit une différence de 37,2 millions d'euros.
- Les sources privées en 2018 représente 63 % de l'objectif de 130 millions d'euros pour 2020, soit une différence de 48 millions d'euros.

TOUTE L'INFORMATION FINANCIÈRE INCLUE DANS CE RAPPORT EST PRÉLIMINAIRE, LES RÉSULTATS DES AUDITS FINALS N'ÉTANT PAS ENCORE ENTièrement DISPONIBLES.

PLAIDOYER


**S'EFFORCER DE BRISER
LE LIEN ENTRE LA FAIM
ET LES CONFLITS**


**DÉFENDRE UNE ACTION
HUMANITAIRE FONDÉE
SUR DES PRINCIPES**


**INTENSIFIER L'ACTION
NATIONALE ET
INTERNATIONALE POUR
EN FINIR AVEC LA
MALNUTRITION ET LA FAIM**

**NOUS AVONS SOUTENU AVEC SUCCES LES POLITIQUES VISANT À ATTÉNUER
LE RISQUE DE FAMINE DANS LES PAYS TOUCHÉS PAR DES CONFLITS.**

NOUS AVONS SOUTENU AVEC SUCCES LES POLITIQUES VISANT À ATTÉNUER LE RISQUE DE FAMINE DANS LES PAYS TOUCHÉS PAR DES CONFLITS.

Défendre l'adoption de la résolution 2417 du Conseil de sécurité : Action contre la Faim a joué un rôle clé dans l'élaboration et la promotion de la résolution 2417 du Conseil de sécurité. Cette résolution reconnaît les liens entre le conflit et la faim, condamne la famine en tant qu'arme de guerre et appelle à un renforcement de l'alerte, à un plus grand respect du droit international humanitaire et à un meilleur accès de l'aide humanitaire. Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) ont adopté à l'unanimité la résolution 2417 après plus de deux années de plaidoyer soutenu auprès des agences des Nations unies, des États membres et

Pour Action contre la Faim, le plaidoyer est un outil majeur pour changer la façon dont la faim et la malnutrition sont perçues et traitées. Notre travail de plaidoyer tire sa légitimité de nos opérations, de nos recherches et du travail que nous effectuons en direct avec les communautés. Notre cadre stratégique pour le plaidoyer 2016-2020 attribue quatre buts au plaidoyer :

1. Atteindre la sécurité nutritionnelle
2. Améliorer la réponse humanitaire
3. S'attaquer aux causes de la faim
4. Développer la capacité du plaidoyer

Les trois premiers objectifs visent à influencer les gouvernements, les institutions et le secteur privé sur nos priorités en matière de changement externe. Le quatrième porte sur le renforcement de la capacité de plaidoyer de notre organisation et d'un mouvement plus large qu'elle aux niveaux mondial, régional et national qui vise à influencer et à apporter des changements.

des membres du Conseil. Pour soutenir le plaidoyer en faveur de l'adoption de la résolution 2417 du CSNU, nous avons organisé une manifestation parlementaire à Londres en février 2018 avec des discours du ministre et des ministres « fantômes » du développement international, aux côtés de Hajir Maalim, directeur régional d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique d'Action contre la Faim. Nous avons également publié un rapport sur ces pays contenant des recommandations politiques relatives aux conflits et à la faim, avec des contributions et le soutien du secteur des ONG en général. Ce rapport a été partagé avec les parlementaires britanniques puis adapté pour être diffusé aux membres du Conseil de sécurité des Nations unies.

NOUS AVONS DÉFENDU UNE ACTION HUMANITAIRE FONDÉE SUR DES PRINCIPES.

Nous avons informé les parlementaires français et les pays membres de l’Alliance Sahel. Le réseau a intensifié ses efforts de mobilisation sur le Sahel tout au long de l’année 2018. Dans cette région, l’insécurité alimentaire accrue, l’accès limité aux services de base, la politisation de l’aide, la migration et les problèmes de lutte contre le terrorisme sont susceptibles d’augmenter le risque de malnutrition. Action contre la Faim a formé les parties prenantes en Europe et en Afrique occidentale sur le contexte du Sahel. Nous avons organisé une conférence sur le Sahel à l’Assemblée nationale française. Enfin, Action contre la Faim a co-rédigé un rapport conjoint avec Oxfam et Save the Children (disponible sur <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/67165>) qui est le résultat d’un sommet organisé entre le G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad) et l’Alliance Sahel.

NOUS AVONS TRAVAILLÉ À AMÉLIORER LA PORTÉE ET L’EFFICACITÉ DE L’ACTION HUMANITAIRE.

Nous nous sommes engagés auprès des gouvernements nationaux et locaux pour permettre un meilleur accès humanitaire en Syrie. S’assurer que les populations vulnérables ont accès à l’aide est un défi majeur en Syrie. Au-delà des conditions de sécurité difficiles, les autorités ont imposé des contrôles et un accès limité aux régions les plus vulnérables. Cette année, Action contre la Faim a facilité le dialogue avec le gouvernement syrien et négocié l’accès à Damas pour mener à bien ses actions humanitaires. Action contre la Faim s’est également engagée auprès de l’administration kurde en place dans le nord-est du pays, et a négocié avec succès l’accès humanitaire au gouvernorat d’Al-Hasakah.

Construction de la paix au Mali : Action contre la Faim a joué un rôle clé dans la construction de la paix menée par l’ONU dans le nord du Mali. Nous avons travaillé avec d’autres ONG humanitaires et de développement pour faciliter une plus grande symétrie et coordination entre les interventions pacifiques et les interventions humanitaires dans les régions de Gao et Tombouctou.

Interventions fondées sur des transferts monétaires et exceptions humanitaires aux sanctions en Syrie : Action contre la Faim a œuvré pour autoriser des interventions fondées sur des transferts monétaires dans des zones contrôlées par le gouvernement syrien et des exceptions humanitaires aux sanctions

et aux réglementations du COTER. Cet objectif a été atteint par un dialogue bilatéral avec les cibles et un dialogue indirect avec les États et organisations alliés. Action contre la Faim a également lancé une action collective, par exemple une tournée de sensibilisation entreprise à travers plusieurs États européens et notre participation décisive au Syrian International Relief Forum (SIRF) et au Liban International Humanitarian Forum (LIHF).

Nous avons plaidé auprès du gouvernement britannique pour que les travailleurs humanitaires britanniques puissent travailler dans des zones de conflit : Action contre la Faim faisait partie d’un groupe de pression collectif d’ONG mené par le réseau BOND (British Overseas NGOs in Development) pour s’assurer que les travailleurs humanitaires britanniques puissent travailler dans les pays touchés par un conflit sans faire face à la menace de poursuites pénales à leur retour. En 2018, le gouvernement britannique a adopté des amendements pour élaborer une législation contre le terrorisme permettant aux travailleurs humanitaires de travailler dans des zones désignées à l’intérieur des zones de conflit, sans répercussions juridiques lors de leur retour au Royaume-Uni.

NOUS AVONS SOUTENU L’INTÉGRATION ET LA PRIORISATION DE LA NUTRITION DANS LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE NATIONALE ET LA POLITIQUE D’AIDE INTERNATIONALE.

Plan national de lutte contre l’extrême pauvreté du Niger : À la suite de notre collaboration fructueuse avec les autorités visant à intégrer une approche de sécurité nutritionnelle dans le Plan de développement économique du Niger en 2017, nous avons poursuivi cette relation, en 2018, pour aider les autorités à créer le Plan national de lutte contre l’extrême pauvreté. Action contre la Faim a collaboré avec les autorités pour s’assurer que la sécurité nutritionnelle soit une priorité essentielle des politiques.

Politique de santé publique au Mali : Action contre la Faim a permis l’inclusion de la nutrition comme priorité clé de la Politique de santé publique au Mali ainsi qu’un financement public décentralisé des services de nutrition dans la région de Ketya au Mali. Ce résultat a été atteint grâce à une étroite collaboration avec le gouvernement malien et une communication facilitée avec les donateurs et la société civile.

NOUS AVONS RENFORCÉ LES CAPACITÉS DE PLAIDOYER POUR INFLUER À LA FOIS SUR NOTRE PROPRE CAPACITÉ ET CELLE DE L’ENSEMBLE DU MOUVEMENT.

Partenariats avec la société civile au Tchad et à Madagascar : Construire des alliances avec les organisations locales de la société civile est une composante essentielle des actions de sensibilisation d’Action contre la Faim. Grâce à nos partenariats à Madagascar, le troisième plan national d’alimentation et de nutrition met aujourd’hui un accent fort sur les actions nutritionnelles Eau, Assainissement et Hygiène (WASH). Il s’agit d’une approche globale qui intègre la nutrition et la santé ainsi que l’inclusion de la société civile dans les mécanismes de suivi et de responsabilisation.

Au Tchad, notre formation au plaidoyer et stratégies de plaidoyer ciblées ont permis de renforcer la priorité accordée à l’intégration de la WASH, de la nutrition et de la santé au sein des plans nationaux du pays.

Réforme de l’aide alimentaire américaine : Action contre la Faim a plaidé à la fois en faveur de sa propre campagne du Congrès et dans le cadre d’une coalition d’aide alimentaire à l’échelle de la communauté pour s’assurer que la loi agricole intègrerait une réforme de l’aide alimentaire internationale contribuant à lutter contre l’insécurité alimentaire. Le lobbying a été un succès et la législation a intégré les réformes proposées comme le maintien de la flexibilité pour l’utilisation d’argent liquide et/ou de coupons dans les programmes internationaux d’aide alimentaire et la suppression du besoin de monétisation. Action contre la Faim a également plaidé tout au long de l’année en faveur de la signature de la loi sur la sécurité alimentaire mondiale. Ce projet de loi redéfinit le programme phare américain de sécurité alimentaire et la stratégie américaine de sécurité alimentaire mondiale.

Co-présidence l’ONG Sahel Working Group : Le ministère britannique du développement international (DfID) renforce sa présence dans la région du Sahel sous la supervision d’une unité intergouvernementale Sahel. Action contre la Faim a pris la co-présidence de l’ONG Sahel Working Group et coordonne étroitement ses engagements avec les directeurs pays d’Action contre la Faim afin de contribuer à éclairer l’approche du DfID en matière de renforcement de la résilience et de la lutte contre la malnutrition à travers la région.

Influencer les chefs d’État au Forum pour la Paix de Paris : Nous nous sommes entretenus avec des représentants afin de promouvoir des politiques agricoles

adéquates et des politiques de sécurité adaptées ainsi que pour exiger une stricte adhésion de l’État armé et des acteurs non étatiques au Droit international humanitaire. Action contre la Faim a développé ces activités de plaidoyer dans le cadre de la campagne #StopHungerCrime.

Intégration d’objectifs humanitaires dans le Plan directeur V de Coopération internationale pour le développement en Espagne : Action contre la Faim a développé une initiative bilatérale d’information et dirigé l’action collective entreprise par la Plateforme Nationale des ONG (CONGDE). Cette initiative vise à informer et créer une position commune entre les partis politiques et l’AMF sur l’inclusion d’objectifs humanitaires au sein du Plan directeur V de Coopération internationale pour le développement. Des engagements ont été pris pour renouveler les mécanismes de financement, réduire la charge administrative et assurer 10 % d’APD pour l’action humanitaire.

Déclaration en faveur du développement durable lors du Forum Mondial de l’Eau 2018 : Action contre la Faim est membre du comité du Conseil mondial de l’eau et fait partie de sa Commission sur le développement durable. Nous avons pu tirer parti de cette position privilégiée pour influencer le contenu de la Déclaration en faveur du développement durable lors du Forum Mondial de l’Eau 2018.



MERCI À L'ENSEMBLE DE NOS PARTENAIRES ET BÉNÉVOLES

Nous remercions l'ensemble de nos partenaires qui se sont engagés à nos côtés et qui ont également associé leurs différentes parties prenantes. Des soutiens multiples et sous différentes formes qui permettent d'accroître l'impact des missions que nous menons.

BÉNÉVOLES ET PARTICULIERS

Nous remercions l'ensemble des bénévoles, au siège, en région et dans les délégations départementales, pour leur énergie et leur soutien sur des événements et lors des prises de parole d'Action contre la Faim-France.

Merci également aux 1 630 établissements scolaires, à leurs équipes pédagogiques, aux 300 000 élèves et leurs familles pour leur mobilisation et investissement à nos côtés lors de la Course contre la Faim et du Dessin contre la Faim.

Un grand merci à nos 427 967 donateurs qui se sont mobilisés à nos côtés en 2018, portant la collecte issue des particuliers à près de 39 millions d'euros, incluant les dons de la Course contre la Faim.

LES ENTREPRISES, FONDATIONS ET ACTEURS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Nos partenaires sont essentiels dans l'atteinte et la mise en œuvre de notre mandat. À travers leurs expertises, savoir-faire, l'engagement de leurs différentes parties prenantes, les partenaires d'Action contre la Faim contribuent au développement de nos activités et en font grandir l'impact. Nous les remercions encore vivement pour leur mobilisation à nos côtés.

S'ENGAGER POUR RÉPONDRE AUX BESOINS



Le groupe Up crée des solutions pour améliorer le quotidien des salariés, notamment par le biais des Chèque Déjeuner. Co-créateur de l'opération « Je Déj, Je Donne », c'est grâce à la mobilisation de ses équipes, de ses clients, et des bénéficiaires de titres-restaurant que près de 4 millions d'euros de dons ont pu être collectés en 9 ans ! En mettant son expertise au profit d'Action contre la Faim, le groupe Up a permis de donner tout son rayonnement à « Je Déj, Je Donne ».



Partenaire majeur d'Action contre la Faim depuis 19 ans, Système U a su conjuguer son métier de commerçant et solidarité. Ainsi l'entreprise a encore mobilisé en 2018 l'ensemble de ses parties prenantes : magasins, fournisseurs, clients et collaborateurs. Un résultat à la hauteur de cet engagement global puisque plus de 630 000€ ont été réunis pour financer les interventions d'Action contre la Faim.



Lagardère Travel Retail témoigne d'un engagement fidèle en faveur de la lutte contre la faim dans le monde avec une campagne rendue possible par l'implication de ses équipes. Le temps de quelques semaines, 2500 collaborateurs du groupe deviennent les ambassadeurs d'Action contre la Faim en proposant le mini-don en caisse auprès des voyageurs. Depuis 2011, grâce à la mobilisation de ses équipes, Lagardère Travel Retail a collecté plus d'1,3 million d'euros.



Pionnier de la finance solidaire, le Crédit Coopératif est partenaire depuis 2002, en particulier à travers les produits de la gamme « Agir » : livrets d'épargne et moyens de paiement principalement mais aussi engagement de la banque. En 2018, ce sont près de 200 000€ qui ont été versés par et grâce au Crédit Coopératif à Action contre la Faim.



Depuis sa création en 2000, La Fondation PSG Children First a pour vocation d'aider les enfants défavorisés ou malades, les jeunes et les communautés en difficulté. En 2018, la Fondation a souhaité soutenir Action contre la Faim en cofinçant un programme de lutte contre la sous-nutrition en République Centrafricaine à Bangui et dans sa périphérie. Ce sont 4115 enfants atteints de sous-nutrition qui ont pu être pris en charge grâce à la contribution de la Fondation.



La Fondation Airbus soutient Action contre la Faim depuis plusieurs années notamment sur l'aide humanitaire en urgence. En 2018, le partenariat a été étendu pour répondre encore mieux à nos besoins. La convention de partenariat signée pour 5 ans permet à Action contre la Faim d'avoir accès à de nouveaux outils et technologies d'Airbus pour favoriser l'accès aux zones affectées (images satellites), pour explorer des solutions innovantes (accès au Humanity Lab) et sélectionner de nouvelles formations pour nos équipes grâce à l'université d'Airbus.



Créée en 1995, l'association Finansol a pour objet de promouvoir la solidarité dans la finance et l'épargne. Le label Finansol distingue les placements de l'épargne solidaire. Il garantit, entre autres, aux épargnants qu'ils contribuent au financement d'activités génératrices d'utilité sociale et environnementale notamment celles d'Action contre la Faim dans ses nombreux pays d'intervention.



En donnant l'opportunité à tous les commerces de s'engager dans la lutte contre le gaspillage alimentaire, depuis sa création, Too Good To Go a permis de sauver 12 millions de repas. En tant que partenaire, Too Good To Go propose aux commerçants de reverser à Action contre la Faim les bénéfices des ventes réalisées sur l'application.



FÉDÉRER ET AGIR PAR LE SPORT



Partenaire majeur du Challenge contre la Faim depuis 10 ans, Amundi Asset Management, leader européen de l'Asset Management, soutient l'organisation de l'événement sur le Parvis de la Défense à Puteaux et mobilise ses collaborateurs lors de l'événement. Près d'1,2 million d'euros a ainsi été collecté en soutien à notre association depuis le début du partenariat.



Depuis 2010, HSBC France soutient Action contre la Faim grâce à une mobilisation importante de ses collaborateurs sur le Challenge contre la Faim. C'est près d'un million d'euros qui a été collecté depuis le début du partenariat, sur des programmes liés à la gestion de l'eau, l'hygiène et l'assainissement.



Depuis 2008, Paris la Défense, l'établissement public en charge de l'aménagement, de la gestion et de l'animation du quartier de La Défense accueille le Challenge contre la Faim sur son parvis. Chaque année, l'événement sportif et solidaire d'Action contre la Faim mobilise plus de 3500 participants issus d'une centaine d'entreprises du territoire. Paris La Défense nous apporte également une aide logistique conséquente ainsi qu'un relai sur la communication de l'événement.



Les collaborateurs d'AVIS participent au Challenge contre la Faim au niveau national depuis 2009. En 2018, AVIS a souhaité aller plus loin en mettant à disposition ses véhicules utilitaires pour le transport du matériel nécessaire à l'organisation de nos 10 événements en France. Une évolution dans le partenariat qui nous permet de réaliser des économies importantes sur chaque événement.



MERCI ÉGALEMENT À :

ALLIANZ FRANCE UNITÉ FINANCE / CIC-CRÉDIT MUTUEL / CISCO SYSTEM / COOK ANGELS / CNPASSURANCES / COMEXPOSIUM / CRÉDIT AGRICOLE / DALKIA / ECONOCOM / ELRHA - R2HC / EXELGREEN / FERTILIZER / FONDATION IDKIDS / FONDATION SAINT GOBAIN / FONDS INKERMANN / GOOGLE / GROUPE NUTRISET / HIPAY.COM / HUMANIS / IMPACT INVEST LAB / INSTITUT DE FRANCE / JEAN DUBOST / JM BRUNEAU / JULIE ANDRIEU / KPMG / LE CANARD ENCHAÎNÉ / LINK BY NET / MAIF SOLUTIONS / MICHELIN / MISS MAGGIE'S KITCHEN / MVCMI MICHEL VAISSAIRE / NOREKO-CRAFT / OPTIMIND / PETIT FUTÉ / PIXID / REED EXPOSITION / SAUR SOLIDARITÉS / SMART PHARMA CONSULTING / SPHÈRE-CARREFOUR / SYARTEC / TEKHNÉ ARCHITECTES / URGO / VISTRA GENEVE / WAVESTONE / WELLCOME TRUST / XXL FONDATION

Nous remercions également tous les partenaires du Challenge contre la Faim ainsi que les 2000 TPE-PME qui se sont engagés à nos côtés tout au long de l'année et qui nous permettent de continuer à mener nos missions.

À L'INTERNATIONAL

MERCI ÉGALEMENT À :

L'UNION EUROPÉENNE (DG ECHO ET DG DEVCO) / AUX GOUVERNEMENTS FRANÇAIS (AFD, CIAA, CENTRE DE CRISE), AMÉRICAIN (USAID, OFDA ET BPRM), BRITANNIQUE (DFID), CANADIEN (GAC), ESPAGNOL (AECID), ALLEMAND (GIZ ET KFW), SUISSE (DDC/SDC), SUÉDOIS (SIDA), DANOIS (DANIDA), IRLANDAIS (IRISH AID), AUSTRALIEN (AUSAID) / AGENCES DES NATIONS UNIES (UNICEF, PNUD, PAM, FAO, UNOCHA, UNHCR) / TOUS BAILLEURS DE FONDS PUBLICS QUI RESTENT LES PARTENAIRES PRINCIPAUX D'ACTION CONTRE LA FAIM DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES ET PROJETS SUR LES MISSIONS ET QUI, EN 2018, ENCORE UNE FOIS, ONT RENOUVELÉ ET AFFIRMÉ LEUR CONFIANCE DANS LA PERTINENCE, L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DES ACTIONS ENTREPRISES PAR ACTION CONTRE LA FAIM DANS LE CADRE DE SITUATIONS DE PRÉPARATION AUX DÉSASTRES, DE CRISE ET DE POST-CRISE.

PARTENAIRES TECHNIQUES

MERCI ÉGALEMENT À :

2IE / AFD (AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT) / AGROPARISTECH / AQUASSISTANCE / ASK SIERRA LEONE / ASRADD (ASSOCIATION SAHÉLIENNE DE RECHERCHE APPLIQUÉE POUR LE DÉVELOPPEMENTDURABLE, TCHAD) / ATHA (ADVANCED TRAINING PROGRAM ON HUMANITARIAN ACTION) / BEIJING UNIVERSITY / BILLAND MELINDA GATES FUNDATION / BPHSAFGHANISTAN / BRIXTON COLLEGE / CARE FRANCE / CARTONG / CAWST (CENTER FOR AFFORDABLE WATER & SANITATION TECHNOLOGIES) / CCFD (COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DÉVELOPPEMENT) / CDC (CENTRE OF DISEASE CONTROL ANDPREVENTION) / CENTRE RÉGIONAL AGRHYMET (NIGER) / CIAT / CIRAD (CENTRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALEEN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT) / COE (COALITION EAU) / COFRA BANGLADESH / CONSEIL MONDIAL DE L'EAU / CONCERNWORLDWIDE / COPENHAGEN UNIVERSITY / CORNELL UNIVERSITY / CRF (CROIX ROUGE FRANÇAISE) / CRISIS ACTION / DUKE UNIVERSITY / EAUVIVE / ÉCOLE PASTEUR - CNAM / EMERGENCY NUTRITION NETWORK (ENN) / EPICENTRE / EPPI - CENTRE SOCIAL SCIENCE RESEARCH UNIT - UCL INSTITUTE OF EDUCATION / EPURNATURE / F3E / FAMINE EARLY WARNINGSYSTEM NETWORK / GJU (GERMAN JORDAN UNIVERSITY) / GHENT UNIVERSITY / GRET (GROUPE DE RECHERCHES ET D'ÉCHANGES TECHNOLOGIQUES) / GWC (GLOBAL WASH CLUSTER) / HANDICAP INTERNATIONAL / HARVARD HUMANITARIAN INITIATIVE / HYDROGÉOLOGISTES SANS FRONTIÈRES / ICDDR BANGLADESH / IFRC (INTERNATIONAL FEDERATION RED CROSS) / IFPRI (INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE) / IMC / INSERM / INSS (INSTITUT NATIONALEN SCIENCES DES SOCIÉTÉS, BURKINA FASO) / INSTITUT BIOFORCE / INSTITUT DE MÉDECINE TROPICALE D'ANVERS / INSTITUT PASTEUR / INSTITUTION FLAMANDE POUR LA RECHERCHE TECHNOLOGIQUE (VITO) / INSTITUTE OF PUBLIC HEALTH NUTRITION OFBANGLADESH (IPHN) / INTERNATIONAL LIVESTOCK RESEARCH INSTITUTE (CORNE DE L'AFRIQUE) / IRC (INTERNATIONALRESCUE COMMITTEE) / IRD (INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT) / IRSAT / IRSS (INSTITUT DERECHERCHE EN SCIENCES DE LA SANTÉ, BURKINA FASO) / JOHNS HOPKINS BLOOMBERG SCHOOL OF PUBLIC HEALTH / JOHN HOPKINS UNIVERSITY / JRC (JOINT RESEARCHCENTRE) / LARTES (LABORATOIRE DE RECHERCHE SUR LES TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES AFFILIÉ À INSTITUT FONDAMENTAL D'AFRIQUE NOIRE - UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP (IFAN-UCAD)) / LASDEL (LABORATOIRE OUEST AFRICAIN DE SCIENCES SOCIALES) / LIFESTRAW MYANMAR / LONDON SCHOOL OF TROPICAL MEDECINE / LOS ANGELES UNIVERSITY / MINISTRYOF HEALTH OF LIBERIA / MONGOLIAN UNIVERSITY OF SCIENCE AND TECHNOLOGY / MONTREAL UNIVERSITY / MSUA (MONGOLIAN STATE UNIVERSITY OF AGRICULTURE, MONGOLIE) / MSF BELGIQUE / NCA (NORVEGIAN CHURCH AID) / NOX INGEDIA / NUTRISET / ODI / PFE (PARTENARIAT FRANÇAIS POUR L'EAU) / RÉSEAU DES ORGANISATIONS DES ÉLÈVEURS ET PASTEURS DU SAHEL (NIGER) / SAVE THE CHILDREN / SCHOOL OF MEDICINE / SCHOOL OF ORIENTAL AND AFRICAN STUDIES LONDON / SWA (SANITATION & WATER FOR ALL) / TUFTS UNIVERSITY / UAPV AVIGNON / UCL (UNIVERSITY COLLEGE OF LONDON) / UCLAN / UNDP / UNICEF / UNIVERSITÉ BAMAKO / UNIVERSITÉ DE LA SORBONNE / UNIVERSITÉ DE LILLE1 / UNIVERSITÉ DE LOUVAIN / UNIVERSITÉ DU MICHIGAN / UNIVERSITÉ LUMIÈRE – LYON 2 / UNIVERSITÉ MONTPELIER / UNIVERSITÉ NIAMEY / UNIVERSITY OF ZIMBABWE / UNIVERSITY OF CENTRAL LANCASHIRE / UNIVERSITY OF TAMPERE / UNIVERSITY OF MONTREAL / UNIVERSITY OF VICTORIA BC-CANADA / UNIVERSITY OF WORCESTER / UNIVERSITÉ PARIS DESCARTES, INSTITUT DE PSYCHOLOGIE - PSYCHOLOGIE CLINIQUE, PSYCHOPATHOLOGIE, PSYCHANALYSE / URD / WAGENINGEN UNIVERSITY / WASH ACTION OF MONGOLIA (WAM, OULAN-BATOR, MONGOLIE) / WATERAID / WGI (WATER GOVERNANCE INITIATIVE OECD) / AVEC QUI ELLE A COLLABORÉ SUR DES PROJETS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES.

Action contre la Faim

14/16, boulevard de Douaumont, CS 80060, 75854 Paris CEDEX 17

Tél.: 01 70 84 70 70 – Fax: 01 70 84 70 71

Association régie par la loi de 1901,

reconnue d'utilité publique par décret du 18 avril 1994

Commission paritaire n° 0714H86186 – ISSN1607-0569

Photographies : p3 - © Christophe Da Silva/Hans Lucas pour Action contre la Faim ;
p13, 16 & 26 - © Guillaume Binet/MYOP pour Action contre la Faim ; p15, 48, 53
& 70 - © Lys Arango pour Action contre la Faim ; p34, 40, 47 & 57 - © Sébastien
Duijndam/Dalam pour Action contre la Faim ; p54 - © Action contre la Faim ; p62
- © Florian Serieux pour Action contre la Faim ; p75 - © Toby Madden pour Action
contre la Faim

Conception : CommeQuoi ? / **Rédaction-révision :** / © Action contre la Faim





SANS VOUS, L'ACTION S'ARRÊTE.